EMPIRE CHÉRIFIEN

Bulletin Officiel

Abonnements :		ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE
Maroc	1 an	1.100 fr.	2.200 fr.
	6 mois	700 »	1.400 »
France et Colonies	1 an	1.350 »	2.700 »
	6 mois	900 »	1.600 »
Étranger	1 an	2.300 »	4.000 »
	6 mois	1.500 »	2.500 »

Changement d'adresse : 25 francs, indiquer l'ancienne adresse ou joindre une bande.

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAÎT LE VENDREDI.

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : décrets, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc.
- 2° Une deuxième partie : publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc.).

Les abonnements sont reçus à l'Imprimerie Officielle, avenue Jean-Mermoz, à Rabat.

Tous règlements doivent être effectués à l'adresse du Régisseur-comptable de l'Imprimerie Officielle (compte chèque postal n° 124-12, à Rabat).

AVIS. — Il n'est pas assuré d'abonnement avec effet rétroactif. Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

Prix du numéro :

- Première ou deuxième partie..... 35 fr.
- Edition complète 55 fr.
- Années antérieures :
- Prix ci-dessus majorés de 50 %

Prix des annonces :

- Annonces légales, réglementaires et judiciaires : 1 la ligne de 27 lettres
- 90 francs
- (Arrêté du 31 janvier 1952.)

Les tables annuelles, analytique et chronologique, sont délivrées gratuitement aux abonnés de l'année.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin officiel ».

SOMMAIRE

TEXTES GÉNÉRAUX

Radiocommunications.

Décret n° 2-56-503 du 18 kaada 1375 (27 juin 1956) modifiant l'arrêté viziriel du 12 rebia II 1372 (30 décembre 1952) réglementant l'établissement et l'usage des stations privées de radiocommunications 740

Admission temporaire.

Arrêté du ministre des finances du 6 juillet 1956 fixant, pour la période du 1^{er} avril 1956 au 31 mars 1957, les taux de rendement en peigné des laines en masse importées sous le régime de l'admission temporaire 741

TEXTES PARTICULIERS

Agadir. — Modification du périmètre municipal.

Décret n° 2-56-060 du 4 chaabane 1375 (17 mars 1956) portant modification du périmètre municipal de la ville d'Agadir. 741

Expropriation. — Construction d'un déversoir d'orage en nouvelle-médina de Port-Lyautey.

Décret n° 2-56-057 du 7 chaabane 1375 (20 mars 1956) déclarant d'utilité publique la construction d'un déversoir d'orage entre le collecteur général existant en nouvelle médina de Port-Lyautey et le canal du Fouarate, et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires à cet effet. 742

Expropriation. — Création d'un parc des sports à Settât.

Décret n° 2-56-058 du 8 chaabane 1375 (21 mars 1956) déclarant d'utilité publique la création d'un parc des sports, à Settât, et frappant d'expropriation une parcelle de terrain nécessaire à cet effet 742

Fès. — Echange immobilier.

Décret n° 2-56-225 du 20 chaoual 1375 (31 mai 1956) autorisant un échange immobilier entre l'État chérifien (domaine forestier) et un particulier (région de Fès) 743

Marrakech. — Délimitation des forêts domaniales du Lakh-dar, des Aït-Chittachèn, du Rzef et de la Basse-Tessaoute.

Décret n° 2-56-220 du 2 kaada 1375 (11 juin 1956) homologuant les opérations de délimitation des forêts domaniales du Lakh-dar (6 cantons), des Aït-Chittachèn (8 cantons), du Rzef (canton de Tissiy) et de la Basse-Tessaoute (canton de l'Assif-n-Ouallouss) (région de Marrakech). 743

Taza. — Délimitation de la forêt domaniale de Merhraoua.

Décret n° 2-56-213 du 3 kaada 1375 (12 juin 1956) homologuant les opérations de délimitation des cantons de Msara et de Sidi-Braham de la forêt domaniale de Merhraoua (région de Taza) 743

Casablanca. — Délimitation des forêts domaniales des Aït-Iseha-du-Sud, Aït-Iseha-du-Nord et des Aït-Mazirh.

Décret n° 2-56-223 du 3 kaada 1375 (12 juin 1956) homologuant les opérations de délimitation des forêts domaniales des Aït-Iseha-du-Sud (canton des Izeroualèn), des Aït-Iseha-du-Nord (cantons des Aït-Issimour et d'Isk-n-Tsouja) et des Aït-Mazirh (canton d'Abadine-n-Aït-Mazirh) (région de Casablanca) 744

Fès. — Délimitation de la forêt domaniale de Beni-Sohane.

Décret n° 2-56-231 du 3 kaada 1375 (12 juin 1956) homologuant les opérations de délimitation de la forêt domaniale de Beni-Sohane, canton de Lacharaf (région de Fès) 744

Marrakech. — Echange immobilier.

Décret n° 2-56-330 du 3 kaada 1375 (12 juin 1956) autorisant un échange immobilier avec soule entre la municipalité de Marrakech et l'État chérifien 745

Mazagan. — Compte de premier établissement de la concession de l'amenée des eaux de l'Oum-er-Rblla.

Décret n° 2-56-378 du 13 kaada 1375 (23 juin 1956) arrêtant le compte de premier établissement de la concession pour l'amenée à Mazagan des eaux de l'Oum-er-Rbia pour 1953. 745

Meknès. — Délimitation de la forêt domaniale d'Aïn-Leuh.

Décret n° 2-56-235 du 16 kaada 1375 (25 juin 1956) homologuant les opérations de délimitation de la forêt domaniale d'Aïn-Leuh, cantons de Tamerouïte, Takemzart, Tissourass, Boutrou et flots de Tamayate, Arriba et Bou-nass (région de Meknès) 745

A,

Oujda. — Délimitation de la forêt domaniale d'El-Mekam.
Décret n° 2-56-237 du 16 kaada 1375 (25 juin 1956) homologuant les opérations de délimitation de la forêt domaniale d'El-Mekam, cantons d'El-Mekam et de Dar-Chaoui (région d'Oujda) 746

Marrakech. — Délimitation de la forêt domaniale d'Azilal.
Décret n° 2-56-240 du 16 kaada 1375 (25 juin 1956) homologuant les opérations de délimitation de la forêt domaniale d'Azilal, cantons de Toufahalouane, de l'Isk-n-Igli, de Yayadèn-Tadbièt, de la maison forestière d'Azilal et de Mesgounane (région de Marrakech) 746

Reconnaissance de la piste dite « de Sidi-Redouane », allant de Sidi-Redouane, au P.K. 101+510 de la route principale n° 28.
Décret n° 2-56-432 du 16 kaada 1375 (25 juin 1956) portant reconnaissance de la piste dite « de Sidi-Redouane », allant de Sidi-Redouane au P.K. 101 + 510 de la route principale n° 28 (de Meknès à Tétouan, par le Zegotta, Ain-Defali et Ouezzane); et fixant sa largeur d'emprise. 747

Expropriation. — Construction du chemin tertiaire n° 3312, d'Aïn-Jemâa à Volubilis et Moulay-Idriss.
Décret n° 2-56-316 du 16 kaada 1375 (25 juin 1956) déclarant d'utilité publique la construction du chemin tertiaire n° 3312, d'Aïn-Jemâa à Volubilis et Moulay-Idriss (4^e lot, 2^e section), et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires 747

Oued Massa (rive droite). — Fixation des limites du domaine public.
Décret n° 2-56-386 du 16 kaada 1375 (25 juin 1956) fixant les limites du domaine public de la rive droite de l'Oued Massa, à proximité de son embouchure 747

Servitudes de visibilité. — Route principale n° 24 et chemin tertiaire n° 3416 (poste des Ait-Issehaq à Kebbab).
Décret n° 2-56-449 du 18 kaada 1375 (27 juin 1956) portant création de servitudes de visibilité aux abords du carrefour formé par la route principale n° 24 (de Fès à Marrakech, par Imouzzèr et Azrou) et le chemin tertiaire n° 3416 (du poste des Ait-Issehaq à Kebbab, par Tintehaline) 748

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES PARTICULIERS

Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.
Arrêté du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts du 9 juillet 1956 modifiant l'arrêté du 7 décembre 1945 relatif à l'incorporation de certains agents de l'administration chérifienne dans les cadres de fonctionnaires du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts .. 748

Ministère des P.T.T.
Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones du 26 juin 1956 portant ouverture d'une sélection sur titres pour le recrutement d'inspecteurs-élèves et de contrôleurs masculins 748

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Nominations et promotions 749
Admission à la retraite 760
Résultats de concours et d'examens 760

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis aux importateurs 760
Accord commercial avec les Pays-Bas 761

TEXTES GÉNÉRAUX

Décret n° 2-56-503 du 18 kaada 1375 (27 juin 1956) modifiant l'arrêté viziriel du 12 rebia II 1372 (30 décembre 1952) réglementant l'établissement et l'usage des stations privées de radiocommunications.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 27 rebia II 1343 (25 novembre 1924) relatif au monopole de l'État en matière de télégraphie et de téléphonie avec fil ou sans fil, tel qu'il a été modifié par le dahir du 9 ramadan 1368 (6 juillet 1949) et notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté viziriel du 12 rebia II 1372 (30 décembre 1952) réglementant l'établissement et l'usage des stations privées de radiocommunications et les textes qui l'ont modifié et complété ;

Sur la proposition du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones, après avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le 2^e alinéa de l'article 6, les articles 11 et 12 de l'arrêté viziriel susvisé du 12 rebia II 1372 (30 décembre 1952) sont modifiés ou complétés ainsi qu'il suit :

« Article 6. — 2^e alinéa. Lorsque le paiement n'a pas été effectué dans les deux mois à compter du premier jour du mois d'échéance, le montant de la redevance est doublé et son recouvrement pour-« suivi par les voies de droit. »

« Article 11. — Les postes récepteurs de radiodiffusion sont classés en six catégories :

« 1^o Postes à cristal ne comportant l'usage d'aucune lampe et d'aucun système d'amplification quelconque ;

« 2^o Postes autres que les postes à cristal, lorsqu'ils sont détenus par les particuliers ;

« 3^o Postes utilisés dans les salles d'auditions gratuites ou dans les lieux ouverts au public ;

« 4^o Postes installés dans les salles d'audition payantes ;

« 5^o Postes installés sur les véhicules privés ;

« 6^o Postes installés sur les véhicules publics. »

« Article 12. — Tout détenteur d'installations réceptrices de radiodiffusion doit verser une redevance annuelle pour droit d'usage « fixée ainsi qu'il suit :

« Poste de la 1^{re} catégorie 500 francs

« Poste de la 2^e catégorie 1.500 —

« Poste de la 3^e catégorie 3.000 —

« Poste de la 4^e catégorie 6.000 —

« Poste de la 5^e catégorie 1.500 —

« Poste de la 6^e catégorie 3.000 —

« Toutefois une seule redevance est exigible pour tous les postes récepteurs de deuxième catégorie quelqu'en soit le nombre, lorsqu'ils appartiennent au même auditeur et qu'ils sont détenus dans le même lieu familial. Cette disposition ne modifie en rien l'obligation de déclarer tout poste détenu. Le déclarant d'un poste « supplémentaire, doit indiquer le numéro de compte « radiodif-« fusion » antérieurement ouvert à son nom, sous peine d'être « astreint au paiement d'une redevance distincte.

« Chaque redevance, payable en une seule fois, est valable pour une période de douze mois consécutifs. Elle est due en entier, par chaque détenteur, quelle que soit la durée de détention du poste.

« La perception des redevances est effectuée, soit après déclaration des détenteurs, soit d'office en cas de déclaration inexacte ou à défaut de déclaration.

« La date d'échéance est fixée au premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la déclaration a été enregistrée. Toutefois, la déclaration d'un poste supplémentaire, par le détenteur d'un poste de 2^e catégorie, n'entraîne aucune modification de la date d'échéance de son compte. »

ART. 2. — Le ministre des finances et le ministre des postes, des télégraphes et des téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui prendra effet à compter du 1^{er} juillet 1956.

Fait à Rabat, le 18 kaada 1375 (27 juin 1956).

BEKKAÏ.

Arrêté du ministre des finances du 6 juillet 1956 fixant, pour la période du 1^{er} avril 1956 au 31 mars 1957, les taux de rendement en peigné des laines en masse importées sous le régime de l'admission temporaire.

LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu le dahir du 16 chaoual 1340 (12 juin 1922) sur l'admission temporaire ;

Vu l'arrêté viziriel du 17 chaoual 1340 (13 juin 1922) portant réglementation de l'admission temporaire ;

Vu l'arrêté viziriel du 23 hija 1370 (26 septembre 1951) relatif à l'admission temporaire des laines et notamment son article 4,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Les laines en masse importées sous le régime de l'admission temporaire prévu par l'arrêté viziriel susvisé du 23 hija 1370 (26 septembre 1951) seront, pour la période du 1^{er} avril 1956 au 31 mars 1957, prises en charge pour la quantité de peigné fixée au barème de rendement ci-après :

Par balle :

Laines d'Australasie	74 kilos
Laines de l'Afrique du Sud et du Kenya	57 —
Laines d'Argentine et d'Uruguay	225 —

Par 100 kilos :

Laines de l'Afrique du Nord	36 kilos
Laines de Chili, Punta-Arenas, Falkland, Pérou.	53 —
Laines de Patagonie, Argentine, Uruguay (balles petit format, jusqu'à 300 kg.)	53 —
Laines d'Espagne, Portugal, Russie, Hongrie et Allemagne	38 —
Laines d'Orient et autres provenances	59 —

ART. 2. — Toutefois, les laines lavées à fond, importées sous le même régime, seront, sans distinction d'origine, prises en charge pour une quantité de peigné fixée à 80 % de leur poids.

Rabat, le 6 juillet 1956.

Le ministre de la production industrielle
et des mines,
ministre des finances par intérim,

THAMI OUAZZANI.

TEXTES PARTICULIERS

**Décret n° 2-56-060 du 4 chaabane 1375 (17 mars 1956)
portant modification du périmètre municipal de la ville d'Agadir.**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 15 jourmada II 1335 (8 avril 1917) sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 21 chaabane 1348 (22 janvier 1930) portant fixation du périmètre municipal et fiscal de la ville d'Agadir, modifié par l'arrêté viziriel du 7 rejev 1369 (25 avril 1950) ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de la ville d'Agadir, au cours de sa séance du 20 mai 1955 ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur p.i.,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le périmètre municipal de la ville d'Agadir est délimité ainsi qu'il suit, conformément aux indications portées sur le plan annexé à l'original du présent décret :

De la borne A à la borne de triangulation du cadastre AL 9 : la limite du domaine public maritime ;

Une ligne droite reliant les bornes AL 9 et AL 41, les bornes AL 41 et la borne de triangulation S.M.P.T. 3 ;

De la borne S.M.P.T. 3 à la borne S.M.P.T. 47 ;

De la borne S.M.P.T. 47 à la borne S.M.P.T. 48 ;

Une ligne droite reliant la borne S.M.P.T. 48 à la borne de triangulation du cadastre n° AL 49 ;

Une ligne droite reliant la borne de triangulation du cadastre AL 49 à la borne B du périmètre municipal ;

De la borne B à la borne C : la limite d'emprise sud (pied de talus) de la voie ferrée de jonction des carrières de Sidi-Yondani au port ;

De la borne C à la borne D : la limite d'emprise de la rue I jusqu'à son intersection avec l'emprise sud de la piste de 10 mètres ;

Du point D à la borne 3 : la limite d'emprise sud de la piste de 10 mètres formant limite du périmètre d'expropriation jusqu'à la B.T.P. 37 de ce périmètre ;

De la borne 3 à la borne 4 : la ligne joignant la B.T.P. 37 au sommet de la courbe formant limite du virage dit « du douar Idouran-Agadir » ;

De la borne 4 à la borne 5 : la droite joignant le sommet de courbe susdécrite à la B.T.P. 31 du périmètre d'expropriation ;

De la borne 5 à la borne 9 : la droite joignant la borne 5 à l'angle nord-est du cimetière israélite ;

De la borne 9 à la borne 10 : la droite joignant la limite nord-est du cimetière israélite à la borne N du terrain collectif dit « Aït-Hamou II » ;

De la borne 10 à la borne 11 : la limite nord-est du terrain collectif dit « Aït-Hamou II » ;

De la borne 11 à la borne 12 : la droite joignant la limite sud-est du collectif « Aït-Hammou II », au point de coordonnées 43.500-48.500 ;

De la borne 12 à la borne 13 : la droite joignant le point de coordonnées 43.500-48.500 à la borne formant limite sud du titre foncier n° 3.650 MS. (limite d'emprise de la route 32) ;

De la borne 13 à la borne 14 : la limite d'emprise est de la route 32 jusqu'à son intersection avec la rive droite de l'oued El-Haouar ;

De la borne 14 à la borne 15 : la rive droite de l'oued El-Haouar jusqu'à la limite du domaine public maritime.

ART. 2. — Les arrêtés viziriels des 21 chaabane 1348 (22 janvier 1930) et 7 rejev 1369 (25 avril 1950) sont abrogés.

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville d'Agadir sont chargées de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 4 chaabane 1375 (17 mars 1956).

BEKKAÏ.

Références :

Arrêté viziriel du 22-1-1930 (B.O. n° 904, du 21-2-1930, p. 238) ;
— — du 25-4-1950 (B.O. n° 1964, du 16-6-1950, p. 794).

Décret n° 2-56-057 du 7 chaabane 1375 (20 mars 1956) déclarant d'utilité publique la construction d'un déversoir d'orage entre le collecteur général existant en nouvelle médina de Port-Lyautey et le canal du Fouarate, et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires à cet effet.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 15 jourmada II 1335 (8 avril 1917) sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 26 jourmada II 1370 (3 avril 1951) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire ;

Vu les résultats de l'enquête *de commodo et incommodo* ouverte du 25 mars au 28 mai 1955, aux services municipaux de Port-Lyautey ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur p.i.,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique la construction d'un déversoir d'orage entre le collecteur général existant en nouvelle médina de Port-Lyautey et le canal du Fouarate.

ART. 2. — Sont, en conséquence, frappées d'expropriation les parcelles de terrain figurées par des teintes diverses sur le plan parcellaire annexé à l'original du présent décret et désignées au tableau ci-après :

NUMÉRO des parcelles	NUMÉRO DES TITRES FONCIERS	NOM ET ADRESSE DES PROPRIÉTAIRES	NATURE du terrain	SUPERFICIE
1	Propriété dite « Feddan el Riad », titre foncier n° 5905. R.	Zohra bent Si Abdesselam Benachir el Bouchty, route de Fès, Port-Lyautey.	Nu.	Mètres carrés 3.050
2	Propriété dite « Merdja du Fouarat » (2° parcelle).	État chérifien (affecté aux eaux et forêts).	id.	3.340

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville de Port-Lyautey sont chargées de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 7 chaabane 1375 (20 mars 1956).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-56-058 du 8 chaabane 1375 (21 mars 1956) déclarant d'utilité publique la création d'un parc des sports, à Settât, et frappant d'expropriation une parcelle de terrain nécessaire à cet effet.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 15 jourmada II 1335 (8 avril 1917) sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 26 jourmada II 1370 (3 avril 1951) relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de Settât, au cours de sa séance du 7 avril 1955 ;

Vu les résultats de l'enquête *de commodo et incommodo* ouverte aux services municipaux de Settât du 4 juillet au 5 septembre 1955 ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur p.i.,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique la création d'un parc des sports à Settât.

ART. 2. — Est, en conséquence, frappée d'expropriation la parcelle de terrain figurée par une teinte rouge sur le plan annexé à l'original du présent décret et désignée au tableau ci-après :

NOM de la propriété	NUMÉRO du titre foncier	SUPERFICIE approximative	NOM DES PROPRIÉTAIRES PRÉSUMÉS
Non dénommée.	Non immatriculée.	29.890 m ²	A. — Les héritiers du caïd Hadj Abdelmjid ben Hadj Maati : 1° veuve Malika bent Jillali, tutrice de ses enfants, Mohamed Abdelaziz et Abdelmjid, représentée par Omar Fkir ben Dahou, demeurant à Settât, M'Salat-el-Had ; 2° veuve Fatna bent Caïd Mohamed ben Salah, tutrice de ses enfants, Salah et Maati, représentée par Sellem ben Messaoud, demeurant à Settât, route des Oulad-Sâïd ; 3° Messaouda Rahalla, tutrice de sa fille Malika, représentée par Sellem ben Messaoud, demeurant à Settât, route des Oulad-Sâïd ; 4° Fatna bent Hadj Bouchaïb, représentée par Si Mohamed ben Hadj Ahmed ben Salah, demeurant à Settât, quartier Cheich-ben-Amou ; B. — Si Abdelkrim Skiredj, khalifa du pacha, demeurant avenue Poeymirau, à Settât.

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville de Settât sont chargées de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 8 chaabane 1375 (21 mars 1956).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-56-225 du 20 chaoual 1375 (31 mai 1956) autorisant un échange immobilier entre l'État chérifien (domaine forestier) et un particulier (région de Fès).

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 20 hijra 1335 (10 octobre 1917) sur la conservation et l'exploitation des forêts, notamment son article 2, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 7 safar 1374 (6 octobre 1954) homologuant les opérations de délimitation de la forêt du Moyen-Ouerrha (région de Fès),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé, en vue du remembrement du domaine forestier, l'échange d'une parcelle de terrain dite « Zbor-Mchite », d'une superficie de 3 ha. 86 a. 91 ca., faisant partie du canton de Zbor-Mchite de la forêt domaniale du Moyen-Ouerrha (région de Fès), dont la délimitation a été homologuée par l'arrêté viziriel susvisé du 7 safar 1374 (6 octobre 1954), contre une parcelle de terrain d'une superficie de 3 ha. 88 a. 08 ca., faisant l'objet de la réquisition d'immatriculation n° 8203 F., sise en tribu Jaïa, cercle de Rhafsaï (région de Fès), et appartenant à M. Rosique Fernand, demeurant à l'Ourtzarh.

La parcelle à céder par le domaine forestier est figurée par un liséré rose et celle remise en échange par un liséré jaune sur le plan annexé à l'original du présent décret.

ART. 2. — Le ministre de l'agriculture et des forêts est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 20 chaoual 1375 (31 mai 1956).

BEKKAÏ.

Référence :

Arrêté viziriel du 6-10-1954 (B.O. n° 2192, du 29-10-1954, p. 1461).

Décret n° 2-56-220 du 2 kaada 1375 (11 juin 1956) homologuant les opérations de délimitation des forêts domaniales du Lakhdar (6 cantons), des Aït-Chittachèn (8 cantons), du Rzeif (canton de Tissiy) et de la Basse-Tessaoute (canton de l'Assif-n-Ouallouss) (région de Marrakech).

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 26 safar 1334 (3 janvier 1916) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'État et les dahirs qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté viziriel du 23 jourmada II 1352 (14 octobre 1933) ordonnant la délimitation des massifs boisés de la tribu des Oultana (Marrakech-Banlieue), et fixant la date d'ouverture des opérations au 15 décembre 1933 ;

Attendu :

1° que toutes les formalités antérieures et postérieures à la délimitation prescrites par les articles 4, 5 et 7 du dahir précité du 26 safar 1334 (3 janvier 1916), ont été accomplies dans les délais fixés, ainsi qu'il résulte des certificats joints au dossier de la délimitation ;

2° qu'aucune immatriculation n'est antérieurement intervenue dans le périmètre des immeubles forestiers susdésignés, tels qu'ils figurent aux plans annexés aux procès-verbaux de délimitation ;

3° qu'aucune réquisition d'immatriculation en confirmation d'opposition à cette délimitation n'a été déposée dans les conditions fixées par l'article 6 du dahir du 26 safar 1334 (3 janvier 1916), dans le délai imparti, c'est-à-dire jusqu'au 15 novembre 1954 ;

Vu le dossier de l'affaire et, notamment, les procès-verbaux des 10, 16, 25 mars, 13, 25 avril et 15 septembre 1953, établis par la commission spéciale prévue à l'article 2 dudit dahir, déterminant les limites des immeubles en cause,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont homologuées, conformément aux dispositions de l'article 8 du dahir susvisé du 26 safar 1334 (3 janvier 1916), les opérations de délimitation des forêts domaniales du Lakhdar (6 cantons), des Aït-Chittachèn (8 cantons), du Rzeif (canton de Tissiy) et de la Basse-Tessaoute (canton de l'Assif-n-Ouallouss) situées sur le territoire de l'annexe de contrôle civil de Demnate (région de Marrakech), telles que ces opérations résultent des procès-verbaux établis par la commission spéciale de délimitation prévue à l'article 2 du dahir précité.

ART. 2. — Sont, en conséquence, définitivement classés dans le domaine forestier de l'État, les immeubles dits :

« Forêt domaniale du Lakhdar (6 cantons) », d'une superficie globale de 6.898 ha. 20 a., se décomposant comme suit :

	HA.	A.
canton des Guettoua	2.668	00
— des Aït-Salah	3.647	00
— de Taïnite	370	00
— de Tissili	89	50
— de Tirst	51	70
— d'Imi-n-Messaouri	72	00

« Forêt domaniale des Aït-Chittachèn (8 cantons) », d'une superficie globale de 186 ha. 75 a., se décomposant comme suit :

	HA.	A.
canton d'Iregraguèn	41	25
— des Aït-Bou-Aïssa 1	12	50
— des Aït-Bou-Aïssa 2	17	50
— de Tissouine	46	50
— de Bou-Oufrouks	11	00
— d'Imi-n-Sourn	43	75
— de Massoudate	6	50
— de Tassoult	7	75

« Forêt domaniale du Rzeif, canton de Tissiy », d'une superficie globale de 3.623 hectares ;

« Forêt domaniale de la Basse-Tessaoute, canton de l'Assif-n-Ouallouss », d'une superficie globale de 2.770 hectares, figurés par un liséré vert sur les plans annexés aux procès-verbaux de délimitation et à l'original du présent décret.

ART. 3. — Sont reconnus aux Marocains des tribus riveraines énoncées à l'arrêté viziriel susvisé du 23 jourmada II 1352 (14 octobre 1933), les droits d'usage au parcours des troupeaux et au ramassage du bois mort pour les besoins de la consommation domestique, sous réserve que ces droits ne seront exercés que conformément aux règlements sur la conservation et l'exploitation des forêts actuellement en vigueur ou qui seront édictés ultérieurement.

Fait à Rabat, le 2 kaada 1375 (11 juin 1956).

BEKKAÏ.

Référence :

Arrêté viziriel du 14-10-1933 (B.O. n° 1097, du 3-11-1933, p. 1077).

Décret n° 2-56-213 du 3 kaada 1375 (12 juin 1956) homologuant les opérations de délimitation des cantons de Msara et de Sidi-Brahim de la forêt domaniale de Merhraoua (région de Taza).

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL.

Vu le dahir du 26 safar 1334 (3 janvier 1916) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'État et les dahirs qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté viziriel du 30 kaada 1372 (11 août 1953) ordonnant la délimitation des cantons de Msara et de Sidi-Brahim de la forêt domaniale de Merhraoua, situés sur le territoire de l'annexe d'affaires indigènes de Merhraoua et du bureau du cercle de Tahala (région de Fès), et fixant la date d'ouverture des opérations au 5 novembre 1953 ;

Attendu :

1° que toutes les formalités antérieures et postérieures à la délimitation prescrites par les articles 4, 5 et 7 du dahir précité du 26 safar 1334 (3 janvier 1916), ont été accomplies dans les délais fixés, ainsi qu'il résulte des certificats joints au dossier de la délimitation ;

2° qu'aucune immatriculation n'est antérieurement intervenue dans le périmètre de l'immeuble forestier susdésigné, tel qu'il figure sur les plans annexés aux procès-verbaux de délimitation ;

3° qu'aucune réquisition d'immatriculation en confirmation d'opposition à cette délimitation n'a été déposée dans les conditions fixées par l'article 6 du dahir du 26 safar 1334 (3 janvier 1916), dans le délai imparti, c'est-à-dire jusqu'au 24 décembre 1955 ;

Vu le dossier de l'affaire et, notamment, les procès-verbaux des 7 août et 11 décembre 1954, établis par la commission spéciale prévue à l'article 2 dudit dahir, déterminant les limites de l'immeuble en cause,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont homologuées, conformément aux dispositions de l'article 8 du dahir susvisé du 26 safar 1334 (3 janvier 1916), les opérations de délimitation des cantons de Msara et de Sidi-Braham de la forêt domaniale de Merhraoua, situés sur le territoire de l'annexe d'affaires indigènes de Merhraoua et du bureau du cercle de Tahala (région de Fès), telles que ces opérations résultent des procès-verbaux établis par la commission spéciale de délimitation prévue à l'article 2 du dahir précité.

ART. 2. — Est, en conséquence, définitivement classé dans le domaine forestier de l'État, l'immeuble dit « Forêt domaniale de Merhraoua, cantons de Msara et de Sidi-Braham », d'une superficie globale de 2.446 hectares se décomposant comme suit :

canton de Msara	1.272 hectares
canton de Sidi-Braham	1.174 —

figuré par un liséré vert sur les plans annexés aux procès-verbaux de délimitation et à l'original du présent décret.

ART. 3. — Sont reconnus aux Marocains des tribus riveraines énoncées à l'arrêté viziriel du 30 kaada 1372 (11 août 1953), les droits d'usage au parcours des troupeaux et au ramassage du bois mort pour les besoins de la consommation domestique, sous réserve que ces droits ne seront exercés que conformément aux règlements sur la conservation et l'exploitation des forêts actuellement en vigueur ou qui seront édictés ultérieurement.

Fait à Rabat, le 3 kaada 1375 (12 juin 1956).

BEKKAÏ.

Référence :

Arrêté viziriel du 11-8-1953 (B.O. n° 2133, du 11-9-1953, p. 1284).

Décret n° 2-56-223 du 3 kaada 1375 (12 juin 1956) homologuant les opérations de délimitation des forêts domaniales des Aït-Iseha-du-Sud (canton des Izeroualèn), des Aït-Iseha-du-Nord (cantons des Aït-Issimour et d'Isk-n-Tsoufa) et des Aït-Mazirh (canton d'Abadine-n-Aït-Mazirh) (région de Casablanca).

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 26 safar 1334 (3 janvier 1916) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'État et les dahirs qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté viziriel du 10 rejeb 1365 (10 juin 1946) ordonnant la délimitation des massifs boisés du cercle d'Azilal (région de Marrakech) et fixant la date de début des opérations au 3 septembre 1946 ;

Attendu :

1° que toutes les formalités antérieures et postérieures à la délimitation prescrites par les articles 4, 5 et 7 du dahir précité du 26 safar 1334 (3 janvier 1916), ont été accomplies dans les délais fixés, ainsi qu'il résulte des certificats joints au dossier de la délimitation ;

2° qu'aucune immatriculation n'est antérieurement intervenue dans le périmètre des immeubles forestiers susdésignés, tels qu'ils figurent aux plans annexés aux procès-verbaux de délimitation ;

3° qu'aucune réquisition d'immatriculation en confirmation d'opposition à cette délimitation n'a été déposée dans les conditions fixées par l'article 6 du dahir du 26 safar 1334 (3 janvier 1916), dans le délai imparti, c'est-à-dire jusqu'au 24 juin 1955 ;

Vu le dossier de l'affaire et, notamment, les procès-verbaux du 28 juillet 1953, établis par la commission spéciale prévue à l'article 2 dudit dahir, déterminant les limites des immeubles en cause,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont homologuées, conformément aux dispositions de l'article 8 du dahir susvisé du 26 safar 1334 (3 janvier 1916), les opérations de délimitation des forêts domaniales des Aït-Iseha-du-Sud (canton des Izeroualèn), des Aït-Iseha-du-Nord (cantons des Aït-Issimour et d'Isk-n-Tsoufa) et des Aït-Mazirh (canton d'Abadine-n-Aït-Mazirh), situées sur le territoire du poste d'affaires indigènes de Tilougguite (région de Casablanca), telles que ces opérations résultent des procès-verbaux établis par la commission spéciale de délimitation prévue à l'article 2 du dahir précité.

ART. 2. — Sont, en conséquence, définitivement classés dans le domaine forestier de l'État, les immeubles dits :

« Forêt domaniale des Aït-Iseha-du-Sud, canton des Izeroualèn », d'une superficie globale de 397 hectares ;

« Forêt domaniale des Aït-Iseha-du-Nord, cantons des Aït-Issimour et d'Isk-n-Tsoufa », d'une superficie globale de 510 hectares, se décomposant comme suit :

canton des Aït-Issimour	444 hectares
canton d'Isk-n-Tsoufa	66 —

« Forêt domaniale des Aït-Mazirh, canton d'Abadine-n-Aït-Mazirh », d'une superficie globale de 594 hectares,

figurés par un liséré vert aux procès-verbaux de délimitation et à l'original du présent décret.

ART. 3. — Sont reconnus aux Marocains des tribus riveraines énoncées à l'arrêté viziriel susvisé du 10 rejeb 1365 (10 juin 1946), les droits d'usage au parcours des troupeaux et au ramassage du bois mort pour les besoins de la consommation domestique, sous réserve que ces droits ne seront exercés que conformément aux règlements sur la conservation et l'exploitation des forêts actuellement en vigueur ou qui seront édictés ultérieurement.

Fait à Rabat, le 3 kaada 1375 (12 juin 1956).

BEKKAÏ.

Référence :

Arrêté viziriel du 10-6-1946 (B.O. n° 1757, du 28-6-1946, p. 553).

Décret n° 2-56-231 du 3 kaada 1375 (12 juin 1956) homologuant les opérations de délimitation de la forêt domaniale de Beni-Sohane, canton de Lacharaf (région de Fès).

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 26 safar 1334 (3 janvier 1916) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'État et les dahirs qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté viziriel du 4 ramadan 1367 (11 juillet 1948) ordonnant la délimitation des massifs boisés de la circonscription d'affaires indigènes de Boulemane et des annexes d'affaires indigènes d'Imouzzèr-des-Marmoucha et d'Ahermoumou (région de Fès), et fixant la date d'ouverture des opérations au 12 octobre 1948 ;

Attendu :

1° que toutes les formalités antérieures et postérieures à la délimitation prescrites par les articles 4, 5 et 7 du dahir précité du 26 safar 1334 (3 janvier 1916), ont été accomplies dans les délais fixés, ainsi qu'il résulte des certificats joints au dossier de la délimitation ;

2° qu'aucune immatriculation n'est antérieurement intervenue dans le périmètre de l'immeuble forestier susdésigné, tel qu'il figure au plan annexé au procès-verbal de délimitation ;

3° qu'aucune réquisition d'immatriculation en confirmation d'opposition à cette délimitation n'a été déposée dans les conditions fixées par l'article 6 du dahir du 26 safar 1334 (3 janvier 1916), dans le délai imparti, c'est-à-dire jusqu'au 30 juillet 1954 ;

Vu le dossier de l'affaire et, notamment, le procès-verbal du 8 avril 1953, établi par la commission spéciale prévue à l'article 2 dudit dahir, déterminant les limites de l'immeuble en cause,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont homologuées, conformément aux dispositions de l'article 8 du dahir susvisé du 26 safar 1334 (3 janvier 1916), les opérations de délimitation de la forêt domaniale de Beni-Sohane, canton de Lacharaf, située sur le territoire de l'annexe d'affaires indigènes d'Ahermoumou (région de Fès), telles que ces opérations résultent du procès-verbal établi par la commission spéciale de délimitation prévue à l'article 2 du dahir précité.

ART. 2. — Est, en conséquence, définitivement classé dans le domaine forestier de l'État, l'immeuble dit « Forêt domaniale de Beni-Sohane, canton de Lacharaf », d'une superficie de 3.145 hectares, figuré par un liseré vert sur le plan annexé au procès-verbal de délimitation et à l'original du présent décret.

ART. 3. — Sont reconnus aux Marocains des tribus riveraines énoncées à l'arrêté viziriel susvisé du 4 ramadan 1367 (11 juillet 1948), les droits d'usage au parcours des troupeaux et au ramassage du bois mort pour les besoins de la consommation domestique, sous réserve que ces droits ne seront exercés que conformément aux règlements sur la conservation et l'exploitation des forêts actuellement en vigueur ou qui seront édictés ultérieurement.

Fait à Rabat, le 3 kaada 1375 (12 juin 1956).

BEKKAÏ.

Référence :

Arrêté viziriel du 11-7-1948 (B.O. n° 1868, du 13-8-1948, p. 888).

Décret n° 2-56-330 du 3 kaada 1375 (12 juin 1956) autorisant un échange immobilier avec soulte entre la municipalité de Marrakech et l'État chérifien.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 15 jourmada II 1335 (8 avril 1917) sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 8 moharrem 1373 (18 septembre 1953) relatif à l'organisation municipale ;

Vu le dahir du 17 safar 1340 (19 octobre 1921) sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} jourmada I 1340 (31 décembre 1921) déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété, notamment son article 8, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 9 rebia II 1373 (16 décembre 1953) ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé l'échange immobilier défini ci-dessous entre la ville de Marrakech et l'État chérifien :

1° la ville de Marrakech cède à l'État chérifien deux parcelles de terrain d'une superficie totale de soixante mètres carrés (60 m²), titre foncier n° 7561 M., situées rue Arset-el-Maach, telles que ces parcelles sont délimitées par un liseré rouge sur le plan annexé à l'original du présent décret ;

2° l'État chérifien cède à la municipalité une parcelle de terrain d'une contenance de quatre mètres carrés (4 m²), titre foncier n° 9047 M. (partie), telle que cette parcelle est délimitée par un liseré jaune sur le plan annexé à l'original du présent décret.

ART. 2. — Cet échange donnera lieu au paiement par l'État chérifien d'une soulte de cent cinquante et un mille deux cents francs (151.200 fr.) au profit de la municipalité de Marrakech.

ART. 3. — Le chef du service des domaines et les autorités municipales de la ville de Marrakech sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 3 kaada 1375 (12 juin 1956).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-56-378 du 13 kaada 1375 (23 juin 1956) arrêtant le compte de premier établissement de la concession pour l'amenée à Mazagan des eaux de l'Oum-er-Rbia pour 1953.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 24 jourmada I 1375 (6 janvier 1956) relatif aux pouvoirs du président du conseil ;

Vu le dahir du 18 chaoual 1369 (2 août 1950) approuvant la convention passée le 21 février 1950 avec la Société marocaine de distribution d'eau, de gaz et d'électricité, en vue de l'amenée à Mazagan des eaux de l'Oum-er-Rbia ;

Vu la situation du compte de premier établissement au 31 décembre 1953, présentée par la Société marocaine de distribution d'eau, de gaz et d'électricité ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le montant du compte de premier établissement de la concession pour l'amenée à Mazagan des eaux de l'Oum-er-Rbia est arrêté au 31 décembre 1953 à la somme de cinq cent soixante-dix millions quatre cent huit mille huit cent quarante-quatre francs (570.408.844 fr.).

Fait à Rabat, le 13 kaada 1375 (23 juin 1956).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-56-235 du 16 kaada 1375 (25 juin 1956) homologuant les opérations de délimitation de la forêt domaniale d'Ain-Leuh, cantons de Tameroute, Takemzart, Tissourass, Bontrou et flots de Tamayate, Arriba et Bounass (région de Meknès).

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 26 safar 1334 (3 janvier 1916) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'État et les dahirs qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} jourmada II 1372 (16 février 1953) ordonnant la délimitation de neuf cantons des forêts domaniales d'Ain-Leuh, d'Azrou et de Jaba (région de Meknès), et fixant la date d'ouverture des opérations au 5 mai 1953 ;

Attendu :

1° que toutes les formalités antérieures et postérieures à la délimitation prescrites par les articles 4, 5 et 7 du dahir précité du 26 safar 1334 (3 janvier 1916), ont été accomplies dans les délais fixés, ainsi qu'il résulte des certificats joints au dossier de la délimitation ;

2° qu'aucune immatriculation n'est antérieurement intervenue dans le périmètre de l'immeuble forestier susdésigné, tel qu'il figure au plan annexé au procès-verbal de délimitation ;

3° qu'aucune réquisition d'immatriculation en confirmation d'opposition à cette délimitation n'a été déposée dans les conditions fixées par l'article 6 du dahir du 26 safar 1334 (3 janvier 1916), dans le délai imparti, c'est-à-dire jusqu'au 27 novembre 1955 ;

Vu le dossier de l'affaire et, notamment, le procès-verbal du 1^{er} juillet 1954, établi par la commission spéciale prévue à l'article 2 dudit dahir, déterminant les limites de l'immeuble en cause,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont homologuées, conformément aux dispositions de l'article 8 du dahir susvisé du 26 safar 1334 (3 janvier 1916), les opérations de délimitation de la forêt domaniale d'Aïn-Leuh, cantons de Tamerôte, Takemzart, Tissourass, Boutrou et îlots de Tamayate, Arriba et Bounass, située sur le territoire de l'annexe d'affaires indigènes d'Aïn-Leuh (région de Meknès), telles que ces opérations résultent du procès-verbal établi par la commission spéciale de délimitation prévue à l'article 2 du dahir précité.

ART. 2. — Est, en conséquence, définitivement classé dans le domaine forestier de l'Etat, l'immeuble dit « Forêt domaniale d'Aïn-Leuh, cantons de Tamerôte, Takemzart, Tissourass, Boutrou et îlots de Tamayate, Arriba et Bounass », d'une superficie globale de 676 ha. 70 a., se décomposant comme suit :

	HA.	A.
Canton de Tamerôte	215	80
— de Takemzart	52	20
— de Tissourass	10	00
— de Boutrou	69	00
Îlot de Tamayate	15	50
— d'Arriba	291	00
— de Bounass	23	20

figuré par un liséré vert sur les plans annexés au procès-verbal de délimitation et à l'original du présent décret.

ART. 3. — Sont reconnus aux Marocains des tribus riveraines énoncées à l'arrêté viziriel susvisé du 1^{er} jourmada II 1372 (15 février 1953), les droits d'usage au parcours des troupeaux et au ramassage du bois mort pour les besoins de la consommation domestique, sous réserve que ces droits ne seront exercés que conformément aux règlements sur la conservation et l'exploitation des forêts actuellement en vigueur ou qui seront édictés ultérieurement.

Fait à Rabat, le 16 kaada 1375 (25 juin 1956).

BEKKAÏ.

Référence :

Arrêté viziriel du 16-2-1953 (B.O. n° 2106, du 6-3-1953, p. 353).

Décret n° 2-56-237 du 16 kaada 1375 (25 juin 1956) homologuant les opérations de délimitation de la forêt domaniale d'El-Mekam, cantons d'El-Mekam et de Dar-Chaoui (région d'Oujda).

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL.

Vu le dahir du 26 safar 1334 (3 janvier 1916) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat et les dahirs qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 safar 1350 (30 juin 1931) relatif à la délimitation de la forêt de Debdou (régions d'Oujda et de Taza), et fixant la date d'ouverture des opérations au 16 novembre 1931 ;

Attendu :

1° que toutes les formalités antérieures et postérieures à la délimitation prescrites par les articles 4, 5 et 7 du dahir précité du 26 safar 1334 (3 janvier 1916), ont été accomplies dans les délais fixés, ainsi qu'il résulte des certificats joints au dossier de la délimitation ;

2° qu'aucune immatriculation n'est antérieurement intervenue dans le périmètre de l'immeuble forestier susdésigné, tel qu'il figure au plan annexé au procès-verbal de délimitation ;

3° qu'aucune réquisition d'immatriculation en confirmation d'opposition à cette délimitation n'a été déposée dans les conditions fixées par l'article 6 du dahir du 26 safar 1334 (3 janvier 1916), dans le délai imparti, c'est-à-dire jusqu'au 16 mars 1956 ;

Vu le dossier de l'affaire et, notamment, le procès-verbal du 10 juin 1953, établi par la commission spéciale prévue à l'article 2 dudit dahir, déterminant les limites de l'immeuble en cause,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont homologuées, conformément aux dispositions de l'article 8 du dahir susvisé du 26 safar 1334 (3 janvier 1916), les opérations de délimitation de la forêt domaniale d'El-Mekam, cantons d'El-Mekam et de Dar-Chaoui, telles que ces opérations résultent du procès-verbal établi par la commission spéciale de délimitation prévue à l'article 2 du dahir précité.

ART. 2. — Est, en conséquence, définitivement classé dans le domaine forestier de l'Etat, l'immeuble dit « Forêt domaniale d'El-Mekam, cantons d'El-Mekam et de Dar-Chaoui », d'une superficie globale de 13.825 hectares, figuré par un liséré vert sur le plan annexé au procès-verbal de délimitation et à l'original du présent décret et se décomposant comme suit :

canton d'El-Mekam	8.100	hectares
canton de Dar-Chaoui	5.725	—

ART. 3. — Sont reconnus aux Marocains des tribus riveraines énoncées à l'arrêté viziriel susvisé du 13 safar 1350 (30 juin 1931), les droits d'usage au parcours des troupeaux et au ramassage du bois mort pour les besoins de la consommation domestique, sous réserve que ces droits ne seront exercés que conformément aux règlements sur la conservation et l'exploitation des forêts actuellement en vigueur ou qui seront édictés ultérieurement.

Fait à Rabat, le 16 kaada 1375 (25 juin 1956).

BEKKAÏ.

Référence :

Arrêté viziriel du 30-6-1931 (B.O. n° 982, du 21-8-1931, p. 979).

Décret n° 2-56-240 du 16 kaada 1375 (25 juin 1956) homologuant les opérations de délimitation de la forêt domaniale d'Azilal, cantons de Toufahalouane, de l'Isk-n-Igll, de Yayadèn-Taâbdîet, de la maison forestière d'Azilal et de Mesgounane (région de Marrakech).

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL.

Vu le dahir du 26 safar 1334 (3 janvier 1916) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat et les dahirs qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté viziriel du 10 rejev 1365 (10 juin 1946) ordonnant la délimitation des massifs boisés du cercle d'Azilal (région de Marrakech) et fixant la date d'ouverture des opérations au 3 septembre 1946 ;

Attendu :

1° que toutes les formalités antérieures et postérieures à la délimitation prescrites par les articles 4, 5 et 7 du dahir précité du 26 safar 1334 (3 janvier 1916), ont été accomplies dans les délais fixés, ainsi qu'il résulte des certificats joints au dossier de la délimitation ;

2° qu'aucune immatriculation n'est antérieurement intervenue dans le périmètre de l'immeuble forestier susdésigné, tel qu'il figure aux plans annexés aux procès-verbaux de délimitation ;

3° qu'aucune réquisition d'immatriculation en confirmation d'opposition à cette délimitation n'a été déposée dans les conditions fixées par l'article 6 du dahir du 26 safar 1334 (3 janvier 1916), dans le délai imparti, c'est-à-dire jusqu'au 18 décembre 1955 ;

Vu le dossier de l'affaire et, notamment, les procès-verbaux des 10 mai 1952, 10 juillet 1952 et 10 mars 1953, établis par la commission spéciale prévue à l'article 2 dudit dahir, déterminant les limites de l'immeuble en cause,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont homologuées, conformément aux dispositions de l'article 8 du dahir susvisé du 26 safar 1334 (3 janvier 1916), les opérations de délimitation de la forêt domaniale d'Azilal, cantons de Toufahalouane, de l'Isk-n-Igll, de Yayadèn-Taâbdîet, de la maison forestière d'Azilal et de Mesgounane, située sur le territoire du bureau du cercle d'Azilal (région de Marrakech), telles que ces opérations résultent des procès-verbaux établis par la commission spéciale de délimitation prévue à l'article 2 du dahir précité.

ART. 2. — Est, en conséquence, définitivement classé dans le domaine forestier de l'Etat, l'immeuble dit « Forêt domaniale d'Azilal, cantons de Toufahalouane, de l'Isk-n-Igli, de Yayadèn-Taâbdièt, de la maison forestière d'Azilal et de Mesgounane », d'une superficie globale de 2.122 ha. 84 a., se décomposant comme suit :

	HA.	A.
Canton de Toufahalouane	25	71
— de l'Isk-n-Igli	168	00
— de Yayadèn-Taâbdièt	460	00
— de la maison forestière d'Azilal.	4	49
— de Mesgounane	1.464	64

figuré par un liséré vert sur les plans annexés aux procès-verbaux de délimitation et à l'original du présent décret.

ART. 3. — Sont reconnus aux Marocains des tribus riveraines énoncées à l'arrêté viziriel susvisé du 10 rejeb 1365 (10 juin 1946), les droits d'usage au parcours des troupeaux et au ramassage du bois mort pour les besoins de la consommation domestique, sous réserve que ces droits ne seront exercés que conformément aux règlements sur la conservation et l'exploitation des forêts actuellement en vigueur ou qui seront édictés ultérieurement.

Fait à Rabat, le 16 kaada 1375 (25 juin 1956).

BEKKAÏ.

Référence :

Arrêté viziriel du 10-6-1946 (B.O. n° 1757, du 28-6-1946, p. 553).

Décret n° 2-56-432 du 16 kaada 1375 (25 juin 1956) portant reconnaissance de la piste dite « de Sidi-Redouane », allant de Sidi-Redouane au P.K. 101+510 de la route principale n° 28 (de Meknès à Tétouan, par le Zegotta, Ain-Defall et Ouezzane), et fixant sa largeur d'emprise.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 24 jourmada I 1375 (6 janvier 1956) relatif aux pouvoirs du président du conseil ;

Vu le dahir du 7 kaada 1371 (30 juillet 1952) relatif à l'urbanisme et notamment l'article 2 ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est reconnue comme faisant partie du domaine public la piste désignée au tableau ci-après, dont le tracé est figuré par un liséré rouge sur l'extrait de carte au 1/50.000 annexé à l'original du présent décret et sa largeur d'emprise est fixée ainsi qu'il suit :

DESIGNATION DE LA PISTE	LIMITES	LARGEUR d'emprise de part et d'autre de l'axe	
		Côté droit	Côté gauche
Piste dite « de Sidi-Redouane », allant de Sidi-Redouane au P.K. 101+510 de la route principale n° 28 (de Meknès à Tétouan, par le Zegotta, Ain-Defall et Ouezzane).	Origine : Sidi-Redouane. Extrémité : P.K. 101+510 de la route principale n° 28.	10 m	10 m

ART. 2. — Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 16 kaada 1375 (25 juin 1956).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-56-316 du 16 kaada 1375 (25 juin 1956) déclarant d'utilité publique la construction du chemin tertiaire n° 3312, d'Ain-Jemaa à Volubilis et Moulay-Idriss (4^e lot, 2^e section), et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 24 jourmada I 1375 (6 janvier 1956) relatif aux pouvoirs du président du conseil ;

Vu le dahir du 26 jourmada II 1370 (3 avril 1951) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte du 14 octobre au 15 décembre 1955 dans l'ex-circonscription de contrôle civil de Meknès-Banlieue ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique la construction du chemin tertiaire n° 3312, d'Ain-Jemaa à Volubilis et Moulay-Idriss (4^e lot, 2^e section).

ART. 2. — Sont, en conséquence, frappées d'expropriation les parcelles de terrain figurées par des teintes bleue et jaune sur le plan parcellaire au 1/1.000 annexé à l'original du présent décret et désignées au tableau ci-après :

NUMERO des parcelles	NUMERO des titres fonciers et nom des propriétés	NOM ET ADRESSE des propriétaires ou présumés tels	SUPERFICIE		
			HA.	A.	CA.
3	Non titrée.	Abdelkrim el Mezdghi, quartier Tazga, n° 25, Moulay-Idriss.	54	05	
4	id.	Abdeslem el Moussaoui, douar Moussaoud, à Volubilis.	78	56	
5	id.	Ahmed ben Taïbi, Bouazza ben Jilali dit « Ould Boutafala », à Moulay-Idriss.	21	50	
TOTAL à exproprier....			154	11	

ART. 3. — Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 16 kaada 1375 (25 juin 1956).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-56-386 du 16 kaada 1375 (25 juin 1956) fixant les limites du domaine public de la rive droite de l'oued Massa, à proximité de son embouchure.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 24 jourmada I 1375 (6 janvier 1956) relatif aux pouvoirs du président du conseil ;

Vu le dahir du 7 chaabane 1332 (1^{er} juillet 1914) sur le domaine public et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 11 moharrem 1344 (1^{er} août 1925) sur le régime des eaux et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 11 moharrem 1344 (1^{er} août 1925) relatif à l'application du dahir sur le régime des eaux et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte du 6 décembre 1954 au 6 janvier 1955 dans l'ex-cercle des affaires indigènes de Tiznit ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics, après avis du ministre de l'intérieur,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les limites du domaine public de la rive droite de l'oued Massa, à proximité de son embouchure, sont fixées suivant le contour polygonal figuré par une teinte rose sur le plan au 1/5.000 annexé à l'original du présent décret et jalonné sur le terrain par des bornes numérotées de 1 à 28.

ART. 2. — Un exemplaire de ce plan sera déposé dans les bureaux de la conservation de la propriété foncière d'Agadir et dans ceux du cercle de Tiznit.

ART. 3. — Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 16 kaada 1375 (25 juin 1956).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-56-449 du 18 kaada 1375 (27 juin 1956) portant création de servitudes de visibilité aux abords du carrefour formé par la route principale n° 24 (de Fès à Marrakech, par Imouzzèr et Azrou) et le chemin tertiaire n° 3416 (du poste des Aït-Issehaq, à Kebbab, par Tinteghaline).

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 24 joumada I 1375 (6 janvier 1956) relatif aux pouvoirs du président du conseil ;

Vu le dahir du 23 chaabane 1356 (29 octobre 1937) portant création de servitudes de visibilité ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte du 12 septembre au 13 octobre 1955 dans le territoire du ressort du bureau du cercle de Khenifra ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Conformément à l'article 3 du dahir susvisé du 23 chaabane 1356 (29 octobre 1937), des servitudes de visibilité sont créées aux abords du carrefour formé par la route principale n° 24 (de Fès à Marrakech, par Imouzzèr et Azrou) et le chemin tertiaire n° 3416 (du poste des Aït-Issehaq, à Kebbab, par Tinteghaline), dans les zones figurées par une teinte bleue sur le plan de dégagement au 1/1.000 annexé à l'original du présent décret.

ART. 2. — Ces servitudes comportent l'interdiction absolue de bâtir, placer des clôtures, de remblayer, planter et faire des installations quelconques au-dessus des plans définis, dans chaque angle du carrefour, par les 3 points OA'B et OA'A dont les cotes de niveau sont indiquées en rouge.

ART. 3. — Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 18 kaada 1375 (27 juin 1956).

BEKKAÏ.

Référence :

Dahir du 29-10-1937 (B.O. n° 1316, du 14-1-1938, p. 55).

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES PARTICULIERS

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS

Arrêté du ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts du 9 juillet 1956 modifiant l'arrêté du 7 décembre 1945 relatif à l'incorporation de certains agents de l'administration chérifienne dans les cadres de fonctionnaires du ministère de l'Instruction publique et des beaux-arts.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS,

Vu le dahir du 5 avril 1945 relatif à l'incorporation de certains agents de l'administration chérifienne dans les cadres de fonctionnaires, complété par les dahirs des 27 octobre 1945 et 30 janvier 1954 ;

Vu l'arrêté du 7 décembre 1945 relatif à l'incorporation de certains agents de l'administration chérifienne dans les cadres de fonctionnaires de l'Instruction publique, modifié et complété par les arrêtés des 15 mars 1946, 2 février 1948, 10 août 1948 et 31 mars 1949 ;

Vu les arrêtés des 22 février et 14 juin 1946 relatifs à l'organisation des examens de titularisation et des examens probatoires pour l'admission de certains agents dans les cadres du personnel administratif et technique de l'Instruction publique,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 2, paragraphe 3, de l'arrêté susvisé du 7 décembre 1945 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 2. —

« 3° Réunir au 1^{er} janvier 1955 au moins dix ans de services « dans une administration publique au Maroc, le service militaire « légal et les services de guerre non rémunérés par pension étant « toutefois pris en compte le cas échéant. »

(La suite sans modification.)

Rabat, le 9 juillet 1956.

EL FASSI.

MINISTÈRE DES P.T.T.

Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones du 26 juin 1956 portant ouverture d'une sélection sur titres pour le recrutement d'inspecteurs-élèves masculins et de contrôleurs masculins.

LE MINISTRE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES,

Vu le dahir du 28 joumada II 1367 (8 mai 1948) relatif au recrutement sur titres des Marocains dans certains emplois des administrations publiques locales et notamment son article premier ;

Vu l'arrêté viziriel du 19 moharrem 1375 (7 septembre 1955) portant statut particulier du cadre des inspecteurs des P.T.T. ;

Vu l'arrêté viziriel du 8 ramadan 1370 (13 juin 1951) fixant, à titre transitoire, les conditions de recrutement des contrôleurs et des contrôleurs des installations électromécaniques,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une sélection sur titres pour le recrutement de :

- 15 inspecteurs-élèves masculins ;
- 15 contrôleurs masculins,

ouverte aux candidats titulaires de diplômes exigés pour la participation aux concours correspondants est prévue courant août.

ART. 2. — La date de clôture des listes de candidatures est fixée au 26 juillet 1956 au soir.

Rabat, le 26 juin 1956.

D^r L. BENZAQUEN.

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Nominations et promotions.

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT.

IMPRIMERIE OFFICIELLE.

Est titularisé *ouvrier qualifié autre que linotypiste et metteur en pages, 1^{er} échelon*, reclassé *ouvrier qualifié autre que linotypiste et metteur en pages, 2^e échelon* du 1^{er} novembre 1954, avec ancienneté du 24 février 1953, et promu au 3^e échelon du 24 octobre 1955 : M. Quintard Jean, ouvrier qualifié stagiaire.

Est promu *ouvrier qualifié linotypiste, 7^e échelon* du 11 décembre 1955 : M. Ponsich Francis, ouvrier qualifié linotypiste, 6^e échelon.

Est nommé *aide-manutentionnaire stagiaire* du 1^{er} janvier 1956 : M. Embarek ben Messaoud, aide-manutentionnaire temporaire.

(Arrêtés du 11 juin 1956.)

*
*
*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Sont nommés après concours :

Commis stagiaire du 1^{er} juillet 1955 : M. Renouveau Louis ;

Commis d'interprétariat stagiaire du 1^{er} décembre 1955 : M. Ghar-nit Abdelaziz.

(Arrêtés des 26 avril et 5 juin 1956.)

Sont promus :

Commis principaux de classe exceptionnelle (avant 3 ans) :

Du 2 avril 1955 : M. Alexis Robert ;

Du 1^{er} mai 1956 : M^{lle} Vilchez Hélène,

commis principaux hors classe ;

Commis d'interprétariat de 1^{re} classe du 1^{er} juin 1956 : M. Lhachemi Lmokhtar, commis d'interprétariat de 2^e classe.

(Arrêtés des 7 et 14 avril 1956.)

Sont reclassés, en application du dahir du 4 décembre 1954 :

Attaché de 2^e classe, 1^{er} échelon, avec ancienneté du 15 juillet 1951, promu au 2^e échelon du 15 juillet 1953 et au 3^e échelon du 15 juillet 1955 : M. Dubost Henri, attaché de 2^e classe, 2^e échelon ;

Secrétaire administratif de 1^{re} classe, 2^e échelon du 1^{er} mars 1952, avec ancienneté du 4 octobre 1951, promu au 3^e échelon du 4 novembre 1953 et au 4^e échelon du 4 décembre 1955 : M. Codac-cioni Antoine ;

Secrétaire administratif de 1^{re} classe, 2^e échelon du 1^{er} avril 1952, avec ancienneté du 7 mars 1952, promu au 3^e échelon du 7 mars 1954 et au 4^e échelon du 7 mars 1956 : M. Maisetti Jean-Baptiste,

secrétaires administratifs de 1^{re} classe, 4^e échelon :

Secrétaire administratif de 2^e classe, 2^e échelon du 1^{er} mai 1952, avec ancienneté du 10 février 1950, promu au 3^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 10 février 1952, et au 4^e échelon du 10 mars 1955 : M. Boisselier Jean, secrétaire administratif de 2^e classe, 4^e échelon ;

Commis principal de classe exceptionnelle (après 3 ans) du 1^{er} janvier 1950, avec ancienneté du 19 mai 1949, et nommé *commis principal de classe exceptionnelle (indice 240)* du 1^{er} janvier 1953 : M. Caillat Marius, commis principal de classe exceptionnelle (indice 240) ;

Commis principal hors classe du 1^{er} juillet 1952, avec ancienneté du 19 mai 1951, et promu *commis principal de classe exceptionnelle (avant 3 ans)* du 19 janvier 1954 : M. Broutchoux Robert, commis principal de classe exceptionnelle (avant 3 ans) ;

Commis principal de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1954, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1951, et promu *commis principal hors classe* du 1^{er} août 1954 : M. Helbecque Adolphe ;

Commis principal de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1951, avec ancienneté du 1^{er} avril 1950, et promu *commis principal hors classe* du 1^{er} novembre 1952 : M. Soret Robert,

commis principaux hors classe ;

Commis d'interprétariat principal de 1^{re} classe du 1^{er} novembre 1953, avec ancienneté du 3 novembre 1951, et *commis d'interprétariat principal hors classe* du 3 août 1954 : M. Amara Boumedién, commis d'interprétariat principal hors classe.

(Arrêtés des 19 mai, 8, 9 et 11 juin 1956.)

Est reclassé :

Commis interprète de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 21 février 1943, nommé *commis d'interprétariat principal de 2^e classe* du 1^{er} février 1945, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1941, promu à la 1^{re} classe de son grade du 1^{er} février 1945, puis *commis d'interprétariat principal hors classe* du 1^{er} décembre 1947, *commis d'interprétariat principal de classe exceptionnelle (avant 3 ans)* du 1^{er} août 1950 et *commis d'interprétariat principal de classe exceptionnelle (après 3 ans)* du 1^{er} août 1953 : M. Gacemi Saâd ben Ahmed, commis d'interprétariat principal hors classe. (Arrêté du 28 mai 1956 modifiant les arrêtés des 4 juin 1947, 6 novembre 1947, 11 août 1948, 11 mai 1950, 11 juin 1953 et 2 août 1955.)

Est reclassé :

Commis d'interprétariat de 1^{re} classe du 1^{er} juin 1955, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1952, et promu *commis d'interprétariat principal de 3^e classe* du 1^{er} juin 1955 : M. Benthami Bouchaïb, commis d'interprétariat stagiaire. (Arrêté du 8 juin 1956 modifiant l'arrêté du 6 décembre 1955.)

Sont rayés des cadres du ministère de l'intérieur :

Du 1^{er} mai 1956 : M. Vanouche Guy ;

Du 1^{er} juillet 1956 : M. Rizzo Charles,

commis de 2^e classe, dont les démissions sont acceptées.

(Arrêtés des 31 mai et 15 juin 1956.)

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÛRETÉ NATIONALE.

Sont reclassés :

Contrôleur général de 1^{re} classe du 1^{er} décembre 1952 et *sous-directeur des services centraux de police de 1^{re} classe* du 1^{er} août 1955 : M. Roux Fernand ;

Contrôleurs généraux de 1^{re} classe :

Du 1^{er} septembre 1953 : M. Agniel Roland ;

Du 1^{er} janvier 1954 : M. Chapuis Paul ;

Du 1^{er} mai 1954 : M. Palmade Léon ;

Du 1^{er} octobre 1954 : M. Martin Lucien ;

Officier de paix, 4^e échelon du 1^{er} juin 1948, *officier de paix principal, 1^{er} échelon* du 2 octobre 1953 et *commandant des gardiens de la paix, 1^{er} échelon* du 1^{er} juillet 1954 : M. Agrinier Louis.

(Arrêtés des 22 mars et 23 avril 1956.)

Sont recrutés en qualité de :

Secrétaire de police stagiaire du 1^{er} août 1955 : M. Marquereau Jean ;

Inspecteurs de police stagiaires :

Du 16 juin 1955 : M. Dousset Jean ;

Du 28 juin 1955 : M. Cadours Jean ;

Du 16 décembre 1955 : MM. Maurel Gilbert et Mourié Georges ;

Du 16 janvier 1956 : M. Saoucha Abderrahmane ;

Gardiens de la paix stagiaires :

Du 8 juillet 1954 : M. Bouni Abdelkebir ;

Du 23 septembre 1954 : M. Beloughziel Thami ;

Du 22 décembre 1954 : M. Lekhel Hamida ;

Du 27 juin 1955 : M. Fernana Brahim ;

Gardiens de la paix-élèves :

Du 1^{er} septembre 1955 : MM. Abdallah ben Ahmed ben X... Beccali, Ahmed ben Ej Jilali ben Bouchta, Darif Allal, Lahrichi Mohamed, Mohammed ben Ali ben Mohamed et Mohammed ben Larachi ben X... ;

Du 15 octobre 1955 : M. Boule André ;

Du 31 octobre 1955 : M. Valdivia François ;

Du 8 décembre 1955 : M. Cucuphat Roland ;

Du 10 décembre 1955 : MM. Gindre Lucien, Malfait Albert, Pottomain de Laroque Pierre et Touzet Gabriel.

(Arrêtés des 27 avril, 9 mai, 1^{er} septembre, 25 novembre 1955, 27 janvier, 13, 16 février, 16 et 22 mars 1956.)

Est incorporé en qualité d'*officier de police, 7^e échelon* (ancienneté dans l'échelon du 1^{er} avril 1955), détaché de la sûreté nationale française pour une période d'un an à compter du 1^{er} décembre 1955 : M. Raoul de Pontivy Marie. (Arrêté du 22 mars 1956.)

Sont nommés :

Commissaire divisionnaire de classe exceptionnelle du 1^{er} octobre 1954 : M. Deville Jean, commissaire divisionnaire (après 3 ans) ;

Commissaires divisionnaires à l'échelon fonctionnel :

Du 1^{er} janvier 1950 : M. Roux Fernand, commissaire divisionnaire (après 3 ans) ;

Du 1^{er} janvier 1952 : MM. Agniel Roland et Martin Lucien, commissaires divisionnaires (après 3 ans) ;

Du 1^{er} décembre 1952 : M. Angeletti Louis, commissaire divisionnaire (après 3 ans) ;

Commissaires divisionnaires, 2^e échelon :

Du 1^{er} septembre 1955 : MM. Godborge Henri et Salmel Georges, commissaires divisionnaires, 1^{er} échelon ;

Du 1^{er} novembre 1955 : M. Violle Édouard, commissaire divisionnaire, 1^{er} échelon ;

Du 1^{er} décembre 1955 : M. Sans Henri, commissaire divisionnaire, 1^{er} échelon ;

Du 1^{er} janvier 1956 : MM. Albert Georges et Féraud Pierre, commissaires divisionnaires, 1^{er} échelon ;

Commissaires principaux, 4^e échelon :

Du 1^{er} septembre 1955 : M. Blanchet Louis, commissaire principal, 3^e échelon ;

Du 1^{er} octobre 1955 : M. Culot Théodore, commissaire principal, 3^e échelon ;

Du 1^{er} novembre 1955 : M. Luciani François, commissaire principal, 3^e échelon ;

Commissaires principaux, 3^e échelon :

Du 1^{er} juillet 1955 : M. Poli Joseph, commissaire principal, 2^e échelon ;

Du 1^{er} octobre 1955 : M. Auradou Robert, commissaire principal, 2^e échelon ;

Du 16 novembre 1955 : M. Caparros Raymond, commissaire principal, 2^e échelon ;

Commissaires principaux, 2^e échelon :

Du 1^{er} juillet 1953 : M. Poli Joseph, commissaire principal, 1^{er} échelon ;

Du 1^{er} novembre 1954 : M. Mahinc Ernest, commissaire principal, 1^{er} échelon ;

Du 16 novembre 1954 : MM. Caparros Raymond, Dicquemare Yves, Merlin Jacques, commissaires principaux, 1^{er} échelon ;

Du 1^{er} mars 1955 : M. Baldacci Dominique, commissaire principal, 1^{er} échelon ;

Du 16 septembre 1955 : M. Kuentz André, commissaire principal, 1^{er} échelon ;

Du 1^{er} octobre 1955 : M. Cristofari Paul, commissaire principal, 1^{er} échelon.

Commissaire principal, 1^{er} échelon du 1^{er} novembre 1955 : M. Piéron Jean, commissaire de police, 5^e échelon.

(Arrêtés du 21 mars 1956.)

Sont titularisés et reclassés :

Inspecteur de police de 2^e classe, 1^{er} échelon du 16 novembre 1954, avec ancienneté du 20 juin 1953 (bonification pour services militaires : 1 an 4 mois 26 jours) : M. Carillo Lucien ;

Gardiens de la paix :

Au 6^e échelon :

Du 12 mai 1954, avec ancienneté du 15 décembre 1953 (bonification pour services militaires : 8 ans 4 mois 27 jours) : M. Khaddaj Mohammed ;

Du 13 mai 1954, avec ancienneté du 30 octobre 1953 (bonification pour services militaires : 8 ans 6 mois 13 jours) : M. Mahboub Mohamed ;

Du 14 mai 1954 :

Avec ancienneté du 18 septembre 1952 (bonification pour services militaires : 9 ans 7 mois 26 jours) : M. Labiad Hamid ben Mohamed ;

Avec ancienneté du 23 février 1953 (bonification pour services militaires : 9 ans 2 mois 21 jours) : M. Ouazini Mohamed ;

Avec ancienneté du 24 février 1954 (bonification pour services militaires : 8 ans 3 mois 20 jours) : M. Jerjour Aomar ;

Avec ancienneté du 25 février 1954 (bonification pour services militaires : 8 ans 2 mois 19 jours) : M. Lejoua Ahmed ;

Du 12 juin 1954, avec ancienneté du 7 août 1953 (bonification pour services militaires : 8 ans 10 mois 15 jours) : M. Lahouahmed el Kadim ;

Du 23 septembre 1954, avec ancienneté du 13 mars 1953 (bonification pour services militaires : 9 ans 6 mois 10 jours) : M. Bouasaba Mahjoub ;

Du 22 décembre 1954, avec ancienneté du 22 octobre 1953 (bonification pour services militaires : 9 ans 2 mois) : M. Serdaï Ahmed ;

Au 5^e échelon :

Du 12 mai 1954, avec ancienneté du 6 janvier 1954 (bonification pour services militaires : 6 ans 4 mois 6 jours) : M. Wardi Mahjoub ;

Du 13 mai 1954, avec ancienneté du 11 janvier 1953 (bonification pour services militaires : 7 ans 4 mois 2 jours) : M. Najm Jilali ;

Du 14 mai 1954, avec ancienneté du 10 septembre 1953 (bonification pour services militaires : 6 ans 8 mois 4 jours) : M. Moussik Haman ;

Du 23 septembre 1955 :

Avec ancienneté du 17 juillet 1953 (bonification pour services militaires : 7 ans 2 mois 6 jours) : M. Harrami el Hachemi ;

Avec ancienneté du 30 mai 1954 (bonification pour services militaires : 6 ans 3 mois 23 jours) : M. El Halfi Mohamed ;

Du 1^{er} mars 1955, avec ancienneté du 9 septembre 1954 (bonification pour services militaires : 6 ans 5 mois 22 jours) : M. Ahmed ben Bouih ben Mohammed ;

Au 4^e échelon :

Du 12 mai 1954, avec ancienneté du 2 décembre 1953 (bonification pour services militaires : 5 ans 5 mois 10 jours) : M. Ej Jilali ben Ahmed ben Yacoub ;

Du 14 mai 1954 :

Avec ancienneté du 8 septembre 1953 (bonification pour services militaires : 5 ans 8 mois 6 jours) : M. El Houssine ben Mohamed ben Allal ;

Avec ancienneté du 30 décembre 1953 (bonification pour services militaires : 5 ans 4 mois 14 jours) : M. Mohamed ben Abdallah Djillali ;

Avec ancienneté et traitement (bonification pour services militaires : 4 ans 3 mois 23 jours) : M. Zilal Mauha ;

Du 17 mai 1954 :

Avec ancienneté du 23 août 1953 (bonification pour services militaires : 5 ans 8 mois 24 jours) : M. Benhassou ben Rahou ben Mohamed ;

Avec ancienneté du 27 août 1953 (bonification pour services militaires : 5 ans 8 mois 20 jours) : M. Zit Mohammed ;

Du 8 juillet 1954, avec ancienneté du 28 novembre 1953 (bonification pour services militaires : 5 ans 7 mois 10 jours) : M. Hammadi ben Oulayd ben El Ghaz ;

Du 1^{er} mars 1955 :

Avec ancienneté du 25 juin 1954 (bonification pour services militaires : 5 ans 8 mois 6 jours) : M. Essini Embarek ;

Avec ancienneté du 10 septembre 1954 (bonification pour services militaires : 5 ans 5 mois 21 jours) : M. Ahmed ben Mohamed ben Rahhal ;

Avec ancienneté et traitement (bonification pour services militaires : 4 ans 24 jours) : M. Taj Ali ben Taj ;

Du 1^{er} avril 1955, avec ancienneté et traitement (bonification pour services militaires : 4 ans 1 mois 16 jours) : M. Belrahba Bouazza ben Maati ben Ali ;

Au 3^e échelon :

Du 13 mai 1954 :

Bonification pour services militaires : 3 ans 9 mois 23 jours : M. Mohamed ben Driss ben Hachmi ;

Bonification pour services militaires : 3 ans 3 mois 23 jours : M. Saïdi Bouchaïb ;

Bonification pour services militaires : 2 ans 4 mois : M. Mhammed ben Mohamed ben Abdelkadèr ;

Du 14 mai 1954 :

Bonification pour services militaires : 3 ans 9 mois 9 jours : M. Lahsèn ben Belayd ben Abbas ;

Bonification pour services militaires : 3 ans 3 mois 23 jours : M. Ait Hammadi Mahjoub ;

Du 1^{er} mars 1955 (bonification pour services militaires : 3 ans 9 mois 23 jours) : M. Benachour Mohammed ben Mhammed ben Achour ;

Au 1^{er} échelon :

Du 1^{er} juin 1954, avec ancienneté du 8 février 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 3 mois 23 jours) : M. Hassan ben Djedou ben Kassou ;

Du 8 juillet 1954, avec ancienneté du 28 mars 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 3 mois 10 jours) : M. Akka ben Barouj ben Mohamed ;

Du 29 décembre 1954 (bonification pour services militaires : 8 mois 24 jours) : M. Hannaoui Ahmed.

(Arrêtés des 24, 27 janvier, 14, 27 février, 1^{er}, 3, 5 et 22 mars 1956.)

Sont reclassés, en application des dispositions de l'arrêté résidentiel du 27 juin 1955 :

Commissaires divisionnaires de classe exceptionnelle du 1^{er} avril 1953 : MM. Agniel Roland et Angeletti Louis ;

Inspecteur de police de 2^e classe, 7^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1952, 1^{re} classe, 1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1954 et inspecteur principal de police, 1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Elabassi Mohammed ;

Inspecteur de police de 2^e classe, 7^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} août 1951, et 1^{re} classe, 1^{er} échelon du 1^{er} août 1953 : M. Mourad Ali ;

Inspecteur de police de 2^e classe, 7^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1952, et 1^{re} classe, 1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1954 : M. Giscloux Théophile ;

Inspecteur de police de 2^e classe, 7^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} août 1951, et 1^{re} classe, 1^{er} échelon du 1^{er} novembre 1954 : M. Maachir M'Barek ;

Inspecteurs de police de 2^e classe, 7^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1952, et 1^{re} classe, 1^{er} échelon du 1^{er} juillet 1954 : MM. Aït Rami Mohammed, Khachani Mohamed, Khattabi Mohamed et Yaafour Tahar ;

Inspecteur de police de 2^e classe, 7^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1953, et 1^{re} classe, 1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Horri Mohamed ;

Inspecteurs de police de 2^e classe, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} avril 1951, et 2^e classe 7^e échelon du 1^{er} janvier 1954 : MM. Beladel Mohammed, Es Salmi Lachemi, Elkhaoua Fatah, Hacri Mahdi, Haddadi Mohamed et Mohamed ould Mohamed ould Ahmed dit « Miloud Mohamed » ;

Inspecteurs de police de 2^e classe, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} avril 1951, et 2^e classe, 7^e échelon du 1^{er} janvier 1955 : MM. Ahmed ben Abdallah ben Mohammed, Dakni Abdallah, Joumad Omar, Jouhame Lahoussine, Oudghiri Idrissi Youssefi et Rahmouni Ahmed ;

Inspecteur de police de 2^e classe, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} mai 1951, et 2^e classe, 7^e échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Magani Kabbour ;

Inspecteur de police de 2^e classe, 3^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1953, et 2^e classe, 7^e échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Bouhriba Haddou ;

Inspecteur de police de 2^e classe, 3^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1951, 2^e classe, 5^e échelon du 1^{er} septembre 1953 et 2^e classe, 7^e échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Mohammed ben Abdelaziz ben M'Bark ;

Inspecteurs de police de 2^e classe, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953 :

Avec ancienneté du 1^{er} avril 1951 : MM. Alaoui Ismaili Driss, Abcu Hassoun Sembali Abdesslem, Amri Driss, Ahmed ben Ahmed ben Elgada, Badaoui Elouadoudi, Bayali Ahmed, Bouchaïb ben Mohammed ben El Hafiane, Chafik Lebebir, Dourasse Abbas, El Kassimi Rezagui, Jerajri Mohamed, Kadouri Bouchaïb, Mochhoury Mohammed, Mohamed ben Jelloul ben Hammou, Nkira Salem, Nouzzine Abdesslem, Taïbe Zammouri, Louddadi Saïd et Mrassi Mohammed ;

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1951 : M. Oubahmane Brahim ;

Avec ancienneté du 1^{er} janvier 1952 : M. Mohammed ben Kadour ben Hammou ;

Avec ancienneté du 1^{er} février 1952 : M. Harizi Bouazza ben Mohammed ben Bouazza ;

Avec ancienneté du 1^{er} juillet 1952 : M. Maoun Lahsèn ;

Avec ancienneté du 1^{er} février 1953 : M. Jaa Mohamed ;

Inspecteur de police de 2^e classe, 3^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} avril 1951, et 2^e classe, 5^e échelon du 1^{er} décembre 1953 : M. Choukry Lahcèn ;

Inspecteur de police de 2^e classe, 3^e échelon du 1^{er} avril 1955, avec ancienneté du 1^{er} août 1951, et 2^e classe, 5^e échelon du 1^{er} janvier 1954 : M. Atlas Kebir ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 18 décembre 1952, et inspecteur de police de 2^e classe, 5^e échelon du 1^{er} décembre 1954, avec ancienneté du 29 avril 1954 : M. Hassane ben Hassane ben Ammar ;

Sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1952, inspecteur de police de 2^e classe, 3^e échelon du 8 juin 1953 et 2^e classe, 5^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Harti Jilali ;

Gardien de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 5 juin 1951, 6^e échelon du 1^{er} octobre 1953 et inspecteur de police de 2^e classe, 4^e échelon du 1^{er} octobre 1954, avec ancienneté du 10 mars 1953 : M. Boudali Mohammed ;

Sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} août 1951, 3^e échelon du 1^{er} août 1953 et inspecteur de police

de 2^e classe, 4^e échelon du 1^{er} juillet 1955, avec ancienneté du 1^{er} août 1953 : M. Sakhi Jilali ;

Gardien de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 27 septembre 1951, 6^e échelon du 1^{er} octobre 1953 et inspecteur de police de 2^e classe, 4^e échelon du 1^{er} octobre 1954, avec ancienneté du 12 décembre 1953 : M. El Arbi ben Kassèm ben El Haj ;

Sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1952, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1954 et inspecteur de police de 2^e classe, 4^e échelon du 1^{er} décembre 1954, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1954 : M. Benchoucri Driss ;

Gardien de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} mai 1951, 6^e échelon du 1^{er} mai 1953 et inspecteur de police de 2^e classe, 3^e échelon du 1^{er} octobre 1954, avec ancienneté du 19 janvier 1953 : M. Bouachraoui el Mahjoub ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1952, et inspecteur de police de 2^e classe, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1953 : M. Soussi Mohammed ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1953, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1954 et inspecteur de police de 2^e classe, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955, avec ancienneté du 29 novembre 1953 : M. Abdeddine Benaïssa ;

Gardien de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} avril 1952, 6^e échelon du 1^{er} avril 1954 et inspecteur de police de 2^e classe, 3^e échelon du 1^{er} octobre 1954, avec ancienneté du 7 juin 1954 : M. El Bekhti Mohammed ;

Gardien de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953 et inspecteur de police de 2^e classe, 3^e échelon du 1^{er} octobre 1954, avec ancienneté du 7 juin 1954 : M. Mimoun ou Ali ould Mohammed ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} avril 1950, et inspecteur de police de 2^e classe, 3^e échelon du 1^{er} octobre 1954, avec ancienneté du 7 juin 1954 : M. Mohammed ben Ali ;

Gardien de la paix, 4^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 11 janvier 1953, 5^e échelon du 1^{er} avril 1954 et inspecteur de police de 2^e classe, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955, avec ancienneté du 11 août 1954 : M. Mohammed ben Mohammed ben Abbas ;

Gardien de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1952, et inspecteur de police de 2^e classe, 3^e échelon du 1^{er} décembre 1954, avec ancienneté du 11 novembre 1954 : M. Mohammed ben Mohammed ben Mata ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} août 1952, et inspecteur de police de 2^e classe, 3^e échelon du 1^{er} décembre 1954 : M. Abderrahmane ben Mohamed ben Abdallah ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} avril 1951, et inspecteur de police de 2^e classe, 3^e échelon du 1^{er} décembre 1954 : M. Saoudi Mhammed ;

Gardien de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} mai 1952, 6^e échelon du 1^{er} mai 1954 et inspecteur de police de 2^e classe, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955, avec ancienneté du 3 décembre 1954 : M. Ait Ghedda Saïd ;

Inspecteur de police de 2^e classe, 2^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1953, et 2^e classe, 3^e échelon du 1^{er} mars 1955 : M. El Haddaoui ben Abdallah ben Mohamed ;

Gardien de la paix, 4^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 9 février 1952, 5^e échelon du 1^{er} juin 1953 et inspecteur de police de 2^e classe, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955, avec ancienneté du 1^{er} mai 1955 : M. Cherrad Mahjoub ;

Gardien de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1952, 6^e échelon du 1^{er} décembre 1954, et inspecteur de police de 2^e classe, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Bouchaïb ben Ammor ben Bouchaïb ;

Gardien de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953 et inspecteur de police de 2^e classe, 2^e échelon du 1^{er} octobre 1954, avec ancienneté du 19 mars 1953 : M. Sayah Haj ;

Gardien de la paix, 4^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1952, 5^e échelon du 1^{er} novembre 1953 et inspecteur de police de 2^e classe, 2^e échelon du 1^{er} décembre 1954, avec ancienneté du 30 mai 1953 : M. Mimoun ou Houssa ou Bâssou ;

Inspecteur de police de 2^e classe, 1^{er} échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1951, et 2^e classe, 2^e échelon du 1^{er} septembre 1953 : M. Dris ben Abdallah ben Bouzid ;

• Gardien de la paix, 4^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1953, et inspecteur de police de 2^e classe, 2^e échelon du 20 juillet 1953, avec ancienneté du 30 décembre 1953 : M. David Guy ;

Gardien de la paix, 3^e échelon du 1^{er} novembre 1953 et inspecteur de police de 2^e classe, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1955, avec ancienneté du 8 mars 1954 : M. Dahack Lahcèn ;

Gardien de la paix, 4^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1952, 5^e échelon du 1^{er} mars 1954 et inspecteur de police de 2^e classe, 2^e échelon du 1^{er} octobre 1954 : M. Abdelhamid ben Ali ben Mohammed ;

Sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1952, et 3^e échelon du 1^{er} janvier 1954 : M. Boudjema ben Mohamed ;

Gardiens de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953 :
Avec ancienneté du 1^{er} septembre 1952 : M. Mohamed ben Omar ben Mohammed ;

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1952 : MM. Bouari Mohamed et Ahmed ben Salah ben Mohammed ;

Avec ancienneté et traitement : MM. Chaïb Abid et Aïtomar Larbi ;

Gardien de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} mai 1951, et 6^e échelon du 1^{er} mai 1953 : M. El Kourde Mohamed ;

Gardien de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1951, et 6^e échelon du 1^{er} juillet 1953 : M. Ouchou Ali ou Meziane ;

Gardien de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1951, et 6^e échelon du 1^{er} août 1953 : M. Houssine ben Abderrahmane ben Chkar ;

Gardien de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} avril 1951, et 6^e échelon du 1^{er} décembre 1953 : M. Boussaïri Mohamed ;

Gardien de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1951, et 6^e échelon du 1^{er} janvier 1954 : M. Mimoun ben Mohammed ben Allal ;

Gardien de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1952, et 6^e échelon du 1^{er} janvier 1954 : M. Kaoukab Abderrahmane ;

Gardien de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} février 1952, et 6^e échelon du 1^{er} février 1954 : M. Moummouh ben Mohamed ben Mhammed ;

Gardien de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} mars 1952, et 6^e échelon du 1^{er} avril 1954 : M. Oulamine Lahsèn ;

Gardien de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1952, et 6^e échelon du 1^{er} juillet 1954 : M. Taltaoui Ali ;

Gardiens de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} août 1952, et 6^e échelon du 1^{er} août 1954 : MM. Harrz Mohamed, Rahmi Abdelkadèr ben Khadir et Zouï Ali ;

Gardien de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1952, et 6^e échelon du 1^{er} novembre 1954 : M. Rezaki Mimoun ;

Gardiens de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1952, et 6^e échelon du 1^{er} décembre 1954 : MM. Mohammed ben Salah ben Allal et Mohammed ou Mimoun ou Houssine ;

Gardien de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1952, et 6^e échelon du 1^{er} mars 1955 : M. Attouch Moha ;

Gardien de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953 et 6^e échelon du 1^{er} mai 1955 : M. Mhammed ben Taleb ben Ahmed ;

Gardiens de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} mars 1953, et 6^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : MM. Hammadi ben Mohammed ben Hammadi et Raoui Brahim ;

Gardien de la paix, 4^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} mai 1953, 5^e échelon du 1^{er} juin 1953 et 6^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Touaghed Ayyaad ;

Gardien de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953 : M. Assou ou Amar ou Tahar ;

Gardien de la paix, 4^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} août 1952, et *5^e échelon* du 1^{er} octobre 1953 : M. Bourandam ou Hossine ou Ahmed ;

Gardien de la paix, 4^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} février 1953, et *5^e échelon* du 1^{er} mars 1954 : M. Mimoun ou Kaddour ou Kessou.

(Arrêtés des 28, 30 janvier, 1^{er}, 2, 10, 21, 24, 27 février, 3, 10, 21 et 22 mars 1956.)

*
* *

MINISTÈRE DES FINANCES.

Sont nommés, pour ordre :

Chef de service adjoint de 2^e classe du 5 janvier 1956 : M. Kuhn Jean, administrateur civil à l'administration centrale du ministère des finances en service détaché au Maroc ;

Sous-chef de bureau de 3^e classe du 30 décembre 1955 : M. Guillabert Pierre, administrateur civil à l'administration centrale du ministère des finances en service détaché au Maroc.

(Arrêté présidentiel du 12 juin 1956.)

Est nommé *sous-directeur régional de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1956, avec ancienneté du 1^{er} juin 1955 : M. Secchi Louis, sous-directeur régional adjoint, 1^{er} échelon des domaines. (Arrêté du 3 mai 1956.)

Est acceptée, à compter du 10 juin 1956, la démission de son emploi offerte par M. Cazalbou Jacques, inspecteur adjoint de 2^e classe des domaines. (Arrêté du 5 juin 1956.)

Est placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité du 1^{er} août 1956 : M. Gérard Jean, agent principal de constatation et d'assiette, 1^{er} échelon des domaines. (Arrêté du 14 juin 1956.)

Est placée d'office dans la position de disponibilité du 26 avril 1956 : M^{me} Rappold Ginette, dactylographe, 4^e échelon des domaines. (Arrêté du 4 juin 1956.)

Sont titularisés et nommés *secrétaires d'administration de 2^e classe (1^{er} échelon)* : M^{me} Fassi Madeleine, M^{lles} Greilsammer Anne-Claire et Laribe Gilberte, MM. Berny Bachir et Giméno Pierre, secrétaires d'administration stagiaires. (Arrêtés du 25 juin 1956.)

Sont nommés *secrétaires d'administration de 2^e classe (1^{er} échelon)* et reclassés en application des dispositions des dahirs des 27 décembre 1924 et 4 décembre 1954 :

Secrétaire d'administration de 2^e classe (3^e échelon) du 1^{er} mai 1955, avec ancienneté du 22 mai 1954 : M. Fayo Marcel, secrétaire d'administration stagiaire ;

Secrétaire d'administration de 2^e classe (3^e échelon) du 17 juillet 1955 : M. Capelli Charles, secrétaire d'administration stagiaire ;

Secrétaire d'administration de 2^e classe (2^e échelon) du 24 juillet 1955 : M^{lle} Maillot Monique, secrétaire d'administration stagiaire.

En application des dispositions du dahir du 27 décembre 1924 :

Secrétaire d'administration de 2^e classe (1^{er} échelon) du 1^{er} mai 1955, avec ancienneté du 18 novembre 1954 : M. Thaon Robert, secrétaire d'administration stagiaire ;

Secrétaires d'administration de 2^e classe (1^{er} échelon) du 1^{er} mai 1955 : MM. Magiorani Serge et Morin René, secrétaires d'administration stagiaires.

(Arrêtés du 25 juin 1956.)

Sont nommés, après dispense de stage, *commis de 3^e classe* et reclassés, en application des dispositions des dahirs des 27 décembre 1924 et 4 décembre 1954 :

Commis de 2^e classe du 26 décembre 1955, avec ancienneté du 24 mai 1954, et en application des dispositions de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945, *commis principal de 3^e classe* du 26 décembre 1955, avec ancienneté du 6 février 1955 : M. Bartolomé Joseph, commis temporaire.

En application des dispositions des dahirs des 27 décembre 1924 et 4 décembre 1954, *commis de 3^e classe* du 26 décembre 1955, avec ancienneté du 4 octobre 1955, et, en application des dispositions de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945, *commis de 3^e classe*, avec ancienneté du 24 novembre 1953 : M. Bourgoïn Gérard, commis stagiaire.

Est reclassé, en application des dispositions de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945, *commis de 3^e classe* du 15 décembre 1955, avec ancienneté du 3 juillet 1955 : M. Larédo Georges, commis de 3^e classe.

(Arrêtés des 17 mars et 12 avril 1956.)

Est promu *inspecteur principal de 2^e classe* de l'enregistrement et du timbre du 1^{er} avril 1954 : M. Chottin Daniel, inspecteur principal de 3^e classe. (Arrêté du 18 mai 1956.)

Est promu *percepteur de 1^{re} classe, 3^e échelon* du 1^{er} février 1954 : M. Schonseck Pierre, percepteur de 1^{re} classe, 2^e échelon.

Sont reclassés, en application du dahir du 4 décembre 1954 et de l'arrêté viziriel du 28 octobre 1952 :

Percepteur hors classe du 1^{er} novembre 1947, avec ancienneté du 6 décembre 1945, et *receveur-percepteur* du 1^{er} janvier 1953, avec ancienneté du 6 février 1951 : M. Laroche Paul ;

Chef de service de 1^{re} classe, 1^{er} échelon du 1^{er} février 1951, avec ancienneté du 10 septembre 1949, promu au 2^e échelon du 10 janvier 1952, avec ancienneté du 5 mai 1951, et à la *hors classe* du 5 août 1953 : M. Fieschi Paul ;

Contrôleur principal, 1^{er} échelon du 1^{er} février 1951, avec ancienneté du 10 septembre 1949, promu au 2^e échelon du 10 février 1952, avec ancienneté du 11 juin 1951, et au 3^e échelon du 11 novembre 1953 : M. Salierno Gervais ;

Contrôleur, 3^e échelon du 1^{er} avril 1950, avec ancienneté du 22 avril 1949, promu au 4^e échelon du 22 novembre 1951, avec ancienneté du 13 août 1951, et au 5^e échelon du 13 février 1954 : M. Laguerce Pierre ;

Agent de recouvrement, 4^e échelon du 1^{er} juillet 1951, avec ancienneté du 23 novembre 1949, et promu au 5^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 8 mars 1951 : M. Bougouin Louis ;

Agent de recouvrement, 5^e échelon du 1^{er} août 1950, avec ancienneté du 4 septembre 1949, promu *agent principal de recouvrement, 1^{er} échelon* du 4 mars 1952, avec ancienneté du 25 novembre 1951, et au 2^e échelon du 25 septembre 1954 : M. Lasserre Yvon.

(Arrêtés des 15 et 31 mai 1956.)

Est reclassé, au service de la taxe sur les transactions, en application du dahir du 4 décembre 1954, *inspecteur hors classe* du 3 février 1951, *inspecteur central de 2^e catégorie, 1^{er} échelon* du 3 février 1953 et *inspecteur central de 2^e catégorie, 2^e échelon* du 3 février 1955 : M. Rigaud André, inspecteur central de 2^e catégorie, 2^e échelon. (Arrêté du 30 mai 1956.)

Sont nommés, dans l'administration des douanes et impôts indirects *préposés-chefs stagiaires* du 1^{er} mai 1956 : MM. Ségura Gabriel et Martínez Elisardo.

(Arrêtés des 1^{er} et 4 mai 1956.)

Sont titularisés *préposés-chefs*, 1^{er} échelon des douanes :

Du 1^{er} mai 1956, avec ancienneté du 1^{er} mai 1955 : MM. Barbaroux Marius, Bérengué Alphonse, Laborde-Tounedou Albert, Lemarchand Marcel, Pérez André-Antoine et Rolin René ;

Du 1^{er} juin 1956, avec ancienneté du 1^{er} juin 1955 : MM. Espinet Marcel et Magnier Maurice.

(Arrêtés des 4 mai, 2 et 6 juin 1956.)

Est réintégré dans les cadres de l'administration des douanes et impôts indirects du 13 février 1956 : M. El Mokaddem Rahhal, m^{le} 80r (ancien nom patronymique Rahhal ben Mhammed ben Ali), gardien de 3^e classe des douanes. (Arrêté du 7 février 1956.)

Sont reclassés :

Préposé-chef d'échelon exceptionnel du 1^{er} décembre 1954, avec ancienneté du 13 novembre 1952 (bonifications pour services militaires légaux et de guerre : 12 ans 29 jours, et majorations d'ancienneté pour services de guerre : 3 ans 11 mois 19 jours) : M. Makowski Antoine ;

Préposés-chefs, 3^e échelon :

Du 1^{er} juin 1954, avec ancienneté du 24 septembre 1953 (bonifications pour services militaires légaux et de guerre : 3 ans 8 mois 2 jours, et majorations d'ancienneté pour services de guerre : 1 an 5 jours) : M. Hadra el Asri ;

Du 1^{er} juin 1954, avec ancienneté du 9 août 1953 (bonifications pour services militaires légaux et de guerre : 3 ans 9 mois 22 jours, et majorations d'ancienneté pour services de guerre : 1 an) : M. Farrouk Bouazza ;

Matelot chef, 2^e échelon du 1^{er} septembre 1954, avec ancienneté du 1^{er} mai 1953 (bonifications pour services militaires légaux et S.T.O. : 3 ans 4 mois) : M. Castaner Jacques ;

Préposé-chef, 2^e échelon du 1^{er} novembre 1954, avec ancienneté du 28 janvier 1954 (bonifications pour services militaires légaux et S.T.O. : 2 ans 9 mois 3 jours) : M. Vicariot Maurice ;

Préposés-chefs, 1^{er} échelon :

Du 1^{er} août 1954, avec ancienneté du 1^{er} août 1953 (bonification pour services militaires légaux : 1 an) : M. Alexandre Georges ;

Du 1^{er} décembre 1954, avec ancienneté du 10 juin 1953 (bonification pour services militaires légaux : 1 an 5 mois 21 jours) : M. Paolacci Ange ;

Du 17 décembre 1954, avec ancienneté du 17 décembre 1953 (bonifications pour services militaires légaux et de guerre : 4 mois, et majorations d'ancienneté pour services de guerre : 1 mois 14 jours) : M. Khoutabi Hadjadj ;

Du 1^{er} janvier 1955, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1953 (bonification pour services militaires légaux : 1 an 6 mois) : M. Rastoll Justin.

(Arrêtés du 13 avril 1956.)

M. Stark Louis, *préposé-chef stagiaire* des douanes, dont la démission est acceptée, est rayé des cadres du ministère des finances (administration des douanes et impôts indirects) du 11 juin 1956. (Arrêté du 18 mai 1956.)

Sont reclassés, en application du dahir du 4 décembre 1954 :

Adjudant, 5^e échelon du 1^{er} septembre 1951, avec ancienneté du 3 avril 1951, et promu au 6^e échelon du 3 juillet 1953 : M. Castagna Alphonse ;

Adjudant, 4^e échelon du 1^{er} septembre 1951, avec ancienneté du 13 avril 1949, promu au 5^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 13 octobre 1951, et au 6^e échelon du 1^{er} mars 1954 : M. Huitorel Guillaume ;

Adjudant, 4^e échelon du 1^{er} septembre 1951, avec ancienneté du 6 mai 1949, promu au 5^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 6 octobre 1951, et au 6^e échelon du 1^{er} mars 1954 : M. Labourdette Jean ;

Adjudant, 5^e échelon du 1^{er} septembre 1951, avec ancienneté du 11 avril 1951, et promu au 6^e échelon du 1^{er} octobre 1953 : M. Roman Jean ;

Adjudant, 5^e échelon du 1^{er} septembre 1951, avec ancienneté du 19 avril 1951, promu *adjudant-chef de 2^e classe* du 1^{er} septembre 1952, avec ancienneté du 19 avril 1951, et de 1^{re} classe du 1^{er} octobre 1953 : M. Sabalot Jean ;

Adjudant, 4^e échelon du 1^{er} juin 1950, avec ancienneté du 2 décembre 1949, et promu au 5^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 2 mars 1952 : M. Anglo Jean ;

Brigadier-chef, 4^e échelon du 1^{er} juillet 1952, avec ancienneté du 23 avril 1951, et promu au 5^e échelon du 1^{er} octobre 1953 : M. David Pierre ;

Brigadier-chef, 4^e échelon du 1^{er} septembre 1951, avec ancienneté du 7 avril 1951, et promu au 5^e échelon du 7 avril 1953 : M. Vigneau Jean ;

Brigadier-chef, 4^e échelon du 1^{er} mai 1952, avec ancienneté du 10 décembre 1951, et promu au 5^e échelon du 10 mai 1954 : M. Royo Georges ;

Brigadier-chef, 3^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 24 janvier 1950, promu au 4^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 24 juin 1952, nommé *adjudant*, 4^e échelon du 1^{er} octobre 1952, avec ancienneté du 24 juin 1952, et au 5^e échelon du 1^{er} novembre 1954 : M. Bonnet Jean ;

Brigadier-chef, 3^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 27 décembre 1950, promu *adjudant*, 3^e échelon du 1^{er} septembre 1952, avec ancienneté du 27 décembre 1950, au 4^e échelon du 27 juin 1953 et au 5^e échelon du 1^{er} octobre 1955 : M. Moreau Marceau ;

Brigadier-chef, 3^e échelon du 1^{er} novembre 1951, avec ancienneté du 3 novembre 1950, promu *adjudant*, 3^e échelon du 1^{er} novembre 1952, avec ancienneté du 3 novembre 1950, au 4^e échelon du 3 mai 1953 et au 5^e échelon du 1^{er} octobre 1955 : M. Grall Jean-Marie ;

Brigadier-chef, 3^e échelon du 1^{er} février 1952, avec ancienneté du 10 décembre 1950, promu au 4^e échelon du 10 juillet 1953 et au 5^e échelon du 1^{er} décembre 1955 : M. Biscay Jean-Pierre ;

Brigadier-chef, 3^e échelon du 1^{er} novembre 1951, avec ancienneté du 9 novembre 1950, promu au 4^e échelon du 9 mars 1953 et au 5^e échelon du 9 mars 1955 : M. Bonifassi Albert ;

Brigadier-chef, 3^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 29 avril 1951, et promu au 4^e échelon du 1^{er} novembre 1953 : M. Gomez Joseph ;

Brigadier-chef, 3^e échelon du 1^{er} septembre 1951, avec ancienneté du 4 octobre 1950, promu au 4^e échelon du 4 mars 1953 et au 5^e échelon du 1^{er} août 1955 : M. Lhuillier Bernard ;

Brigadier-chef, 3^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 3 octobre 1950, et promu au 4^e échelon du 1^{er} juin 1953 : M. Povéda François ;

Brigadier-chef, 3^e échelon du 1^{er} septembre 1951, avec ancienneté du 24 janvier 1950, promu au 4^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 24 juin 1952, et au 5^e échelon du 1^{er} décembre 1954 : M. Thiroux Léon ;

Brigadier-chef, 3^e échelon du 1^{er} septembre 1951, avec ancienneté du 4 janvier 1951, promu au 4^e échelon du 4 avril 1953 et au 5^e échelon du 4 juin 1955 : M. André Félix ;

Brigadier-chef, 2^e échelon du 1^{er} septembre 1951, avec ancienneté du 22 avril 1950, promu au 3^e échelon du 1^{er} janvier 1953 et au 4^e échelon du 1^{er} août 1955 : M. Bordonado Emile ;

Brigadier-chef, 2^e échelon du 1^{er} septembre 1951, avec ancienneté du 29 décembre 1949, promu au 3^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 29 juin 1952, et au 4^e échelon du 1^{er} décembre 1954 : M. Citerne Maurice ;

Brigadier-chef, 2^e échelon du 1^{er} septembre 1951, avec ancienneté du 4 décembre 1950, et promu au 4^e échelon du 4 juillet 1953 : M. Fuchs Jean ;

Brigadier-chef, 2^e échelon du 1^{er} septembre 1951, avec ancienneté du 28 décembre 1948, promu au 3^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 28 juillet 1951, et au 4^e échelon du 1^{er} mai 1954 : M. Genestier René ;

Brigadier-chef, 2^e échelon du 1^{er} septembre 1951, avec ancienneté du 7 mars 1949, promu au 3^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 7 octobre 1951, et au 4^e échelon du 1^{er} janvier 1954 : M. Marill Louis ;

Premier maître, 4^e échelon du 1^{er} mars 1952, avec ancienneté du 4 octobre 1951, et promu au 5^e échelon du 1^{er} décembre 1953 : M. Mériaud Raymond ;

Brigadier-chef, 2^e échelon du 1^{er} septembre 1951, avec ancienneté du 12 juin 1950, et promu au 3^e échelon du 12 janvier 1953 : M. Lagors Joseph ;

Agent breveté, 5^e échelon du 1^{er} juillet 1952, avec ancienneté du 14 octobre 1950, promu au 6^e échelon du 14 mai 1953 et au 7^e échelon du 14 décembre 1955 : M. Delhay Paul ;

*Agent breveté, 5^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 6 avril 1950, promu au 6^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 6 juillet 1952, nommé *brigadier*, 3^e échelon du 1^{er} septembre 1952, avec ancienneté du 6 juillet 1952, et 4^e échelon du 1^{er} novembre 1954 : M. Embarbé Gaston ;*

*Agent breveté, 5^e échelon du 1^{er} juillet 1952, avec ancienneté du 4 février 1952, promu *brigadier*, 2^e échelon du 1^{er} mai 1953, avec ancienneté du 4 février 1952, et *brigadier*, 3^e échelon du 4 juillet 1954 : M. Picaut Paul ;*

*Agent breveté, 5^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 12 février 1951, promu *brigadier*, 2^e échelon du 1^{er} novembre 1952, avec ancienneté du 12 février 1951, 3^e échelon du 12 juin 1953 et 4^e échelon du 1^{er} septembre 1955 : M. Viellard Claude ;*

Agent breveté, 6^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 3 juillet 1950, promu au 7^e échelon du 3 mars 1953 et au 8^e échelon du 1^{er} novembre 1955 : M. Rocchia Jean ;

Agent breveté, 6^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 4 octobre 1950, et promu au 7^e échelon du 1^{er} octobre 1953 : M. Augé Marcel ;

Agent breveté, 6^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 27 août 1949, promu au 7^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 27 mars 1952, et au 8^e échelon du 1^{er} septembre 1954 : M. Boyer Henri ;

*Agent breveté, 6^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 26 décembre 1950, promu au 7^e échelon du 26 mai 1953, nommé *brigadier*, 4^e échelon du 1^{er} janvier 1954, avec ancienneté du 26 mai 1953, et *brigadier*, 5^e échelon du 1^{er} novembre 1955 : M. Buéri Antoine ;*

Agent breveté, 5^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 20 août 1951, et promu au 6^e échelon du 1^{er} mars 1954 : M. Bertonneau Alexandre ;

Agent breveté, 5^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 4 juillet 1950, promu au 6^e échelon du 4 janvier 1953, et au 7^e échelon du 4 juillet 1955 : M. Georget Frank ;

*Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 15 février 1951, promu au 5^e échelon du 15 septembre 1953, et nommé *brigadier-chef*, 1^{er} échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Brauge Joseph ;*

*Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} mars 1952, avec ancienneté du 8 novembre 1950, promu au 5^e échelon du 8 juin 1953, nommé *brigadier*, 2^e échelon du 1^{er} mai 1955, avec ancienneté du 8 juin 1953, et *brigadier*, 3^e échelon du 1^{er} décembre 1955 : M. Tardi François ;*

Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} juin 1952, avec ancienneté du 24 mai 1951, et promu au 5^e échelon du 1^{er} janvier 1954 : M. Stiegler Charles ;

Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 1^{er} août 1950, et promu au 5^e échelon du 1^{er} mai 1953 : M. Picard Alphonse ;

Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} janvier 1952, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1951, et promu au 5^e échelon du 1^{er} septembre 1953 : M. Peretti Pierre ;

Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} mars 1952, avec ancienneté du 1^{er} mars 1951, et promu au 5^e échelon du 1^{er} octobre 1953 : M. Mercadier Edouard ;

Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 27 janvier 1950, promu au 5^e échelon du 27 septembre 1952 et au 6^e échelon du 21 juillet 1955 : M. Le Vourch Antoine ;

*Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} juin 1952, avec ancienneté du 15 mars 1951, promu *brigadier*, 1^{er} échelon du 1^{er} octobre 1952, avec ancienneté du 15 mars 1951, 2^e échelon du 15 juillet 1953 et 3^e échelon du 1^{er} octobre 1955 : M. Marilly Pascal ;*

Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 18 février 1949, promu au 5^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 18 septembre 1951, et au 6^e échelon du 1^{er} mars 1954 : M. Grangé Jean ;

Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} mai 1952, avec ancienneté du 21 novembre 1950, et promu au 5^e échelon du 1^{er} juillet 1953 : M. Le Fustec Robert ;

Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} juillet 1952, avec ancienneté du 16 février 1951, et promu au 5^e échelon du 1^{er} août 1953 : M. Facundo Robert ;

Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 15 mai 1950, promu au 5^e échelon du 15 novembre 1952 et au 6^e échelon du 1^{er} avril 1955 : M. Egéa Grégoire ;

*Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 18 août 1950, promu au 5^e échelon du 18 janvier 1953, nommé *brigadier*, 2^e échelon du 1^{er} novembre 1953, avec ancienneté du 18 janvier 1953, et 3^e échelon du 1^{er} avril 1955 : M. Devillers Julien ;*

Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 18 octobre 1949, promu au 5^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 18 juin 1952, et au 6^e échelon du 1^{er} décembre 1954 : M. Didier Gaston ;

*Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 15 février 1950, promu au 5^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 15 juillet 1952, au 6^e échelon du 15 octobre 1954 et nommé *brigadier*, 3^e échelon du 1^{er} juin 1955, avec ancienneté du 15 octobre 1954 : M. Chéreau Jean ;*

Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 18 avril 1950, promu au 5^e échelon du 18 novembre 1952 et au 6^e échelon du 1^{er} avril 1955 : M. Belda Florentin ;

Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 17 juillet 1949, promu au 5^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 17 janvier 1952, et au 6^e échelon du 1^{er} août 1954 : M. Beneito Jules ;

Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} mars 1952, avec ancienneté du 28 juin 1951, et promu au 5^e échelon du 28 décembre 1953 : M. Berthelon Marcel ;

Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 10 mai 1949, promu au 5^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 10 décembre 1951, et au 6^e échelon du 1^{er} juin 1954 : M. Birembaut Henri ;

Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 27 décembre 1949, promu au 5^e échelon du 27 juillet 1952 et au 6^e échelon du 1^{er} février 1955 : M. Blanchard Georges ;

Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} juillet 1952, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1948, promu au 5^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1951, et au 6^e échelon du 1^{er} juin 1954 : M. Chenaf Mohamed ;

Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 10 septembre 1949, promu au 5^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 10 mars 1952, et au 6^e échelon du 1^{er} septembre 1954 : M. Crouzilles Alcide ;

Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} mars 1952, avec ancienneté du 6 décembre 1950, et promu au 5^e échelon du 1^{er} août 1953 : M. Michel Jean ;

Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} avril 1952, avec ancienneté du 5 avril 1951, et promu au 5^e échelon du 1^{er} novembre 1953 : M. Mille René ;

Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 12 février 1950, promu au 5^e échelon du 12 novembre 1952 et au 6^e échelon du 1^{er} août 1955 : M. Oddos Fernand ;

Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 3 novembre 1948, promu au 5^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 3 juin 1951, et au 6^e échelon du 1^{er} décembre 1953 : M. Tourrier Marc ;

Agent breveté, 3^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 16 janvier 1949, promu au 4^e échelon du 21 juillet 1952, avec

ancienneté du 16 août 1951, et au 5^e échelon du 1^{er} mars 1954 : M. Brieux Henri ;

Agent breveté, 3^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 23 avril 1950, promu au 4^e échelon du 23 novembre 1952 et au 5^e échelon du 23 mai 1955 : M. Cadoret Georges ;

Agent breveté, 3^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 29 juin 1949, promu au 4^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 29 janvier 1952, au 5^e échelon du 29 juillet 1954 et nommé *brigadier*, 2^e échelon du 1^{er} décembre 1954, avec ancienneté du 29 juillet 1954 : M. Commes Jean-Marie ;

Agent breveté, 3^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 7 novembre 1949, promu au 4^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 7 juin 1952, et au 5^e échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Drai Youcef ;

Agent breveté, 3^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 27 mars 1951, promu au 4^e échelon du 27 août 1953, nommé *brigadier*, 1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1955, avec ancienneté du 27 août 1953, et *brigadier*, 2^e échelon du 1^{er} septembre 1955 : M. François Joseph ;

Agent breveté, 3^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 18 novembre 1948, promu au 4^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 18 août 1951, et au 5^e échelon du 1^{er} septembre 1954 : M. Guiraud Roger ;

Agent breveté, 3^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 4 février 1951, et promu au 4^e échelon du 1^{er} septembre 1953 : M. Lucas Louis ;

Agent breveté, 3^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 12 novembre 1948, promu au 4^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 12 novembre 1951, et au 5^e échelon du 1^{er} juillet 1954 : M. Lugrézi Dominique ;

Agent breveté, 3^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 12 avril 1950, promu au 4^e échelon du 12 novembre 1952 et au 5^e échelon du 1^{er} mai 1955 : M. Mengual Georges ;

Agent breveté, 3^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 12 janvier 1951, promu au 4^e échelon du 12 juin 1953 et au 5^e échelon du 12 octobre 1955 : M. Stodel Jean ;

Agent breveté, 3^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 17 mai 1949, promu au 4^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 17 novembre 1951, nommé *brigadier*, 1^{er} échelon du 1^{er} février 1954, avec ancienneté du 17 novembre 1951, et *brigadier*, 2^e échelon du 1^{er} mars 1954 : M. Soler Jean ;

Agent breveté, 3^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 2 janvier 1949, promu au 4^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 2 août 1951, et au 5^e échelon du 1^{er} mars 1954 : M. Waltspurger Jean ;

Agent breveté, 3^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 11 octobre 1950, et promu au 4^e échelon du 1^{er} mai 1953 : M. Anderès Auguste ;

Agent breveté, 2^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 7 septembre 1948, promu au 3^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 7 septembre 1951, au 4^e échelon du 1^{er} septembre 1954, puis descendu au 3^e échelon du 1^{er} octobre 1955, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1955 : M. Bertomeu Sauveur ;

Agent breveté, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1952, avec ancienneté du 7 octobre 1951, et promu au 3^e échelon du 7 mai 1954 : M. Renut Roland ;

Agent breveté, 2^e échelon du 1^{er} juin 1952, avec ancienneté du 23 juin 1949, promu au 3^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 23 juin 1952, et au 4^e échelon du 1^{er} mars 1955 : M. Lépidi Alexandre ;

Agent breveté, 2^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 17 mars 1949, promu au 3^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 17 novembre 1951, et au 4^e échelon du 1^{er} juillet 1954 : M. Lillio Joseph ;

Agent breveté, 2^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 19 août 1949, promu au 3^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 19 mai 1952, et au 4^e échelon du 1^{er} février 1955 : M. Eynard Jean ;

Agent breveté, 2^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 15 octobre 1949, promu au 3^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 15 juillet 1952, et au 4^e échelon du 15 mars 1955 : M. Colace Georges ;

Agent breveté, 2^e échelon du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 15 mars 1949, promu au 3^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1951, et au 4^e échelon du 1^{er} septembre 1954 : M. Beneito Louis ;

Conducteur d'automobile, 3^e échelon du 1^{er} septembre 1951, avec ancienneté du 5 janvier 1950, 4^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 5 juin 1952, 2^e échelon du 1^{er} octobre 1953, avec ancienneté du 5 juin 1952, et *brigadier*, 3^e échelon du 1^{er} septembre 1954 : M. Casanova Paul ;

Conducteur de vedette, 1^{er} échelon du 1^{er} septembre 1951, avec ancienneté du 30 avril 1950, promu au 2^e échelon du 1^{er} janvier 1953 et au 3^e échelon du 1^{er} août 1955 : M. Grivolos Pierre ;

Conducteur de vedette, 1^{er} échelon du 1^{er} septembre 1951, avec ancienneté du 11 septembre 1950, promu au 2^e échelon du 11 avril 1953 et au 3^e échelon du 1^{er} décembre 1955 : M. Landais Jean ;

Préposé-chef, 6^e échelon du 1^{er} mars 1952, avec ancienneté du 19 décembre 1950, et promu au 7^e échelon du 1^{er} août 1953 : M. Brunet Georges ;

Préposé-chef, 4^e échelon du 1^{er} septembre 1951, avec ancienneté du 27 mars 1949, promu au 5^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 1^{er} avril 1952, et au 6^e échelon du 1^{er} avril 1955 : M. Jolly Gilbert ;

Préposé-chef, 4^e échelon du 1^{er} octobre 1953, avec ancienneté du 28 octobre 1951, et promu au grade de *conducteur d'automobile*, 3^e échelon du 1^{er} octobre 1953 : M. Gauvin Jean ;

Brigadier-chef, 3^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 23 décembre 1950, promu au 4^e échelon du 26 juin 1953 et au 5^e échelon du 1^{er} octobre 1955 : M. Humbert Paul.

(Arrêtés du 26 avril 1956.)

* * *

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS.

Sont reclassés, en application du dahir du 4 décembre 1954 :

Ingénieur géomètre principal hors classe, avec ancienneté du 2 juillet 1944, et promu *ingénieur géomètre principal de classe exceptionnelle* du 1^{er} juillet 1955, avec ancienneté du 2 octobre 1954 : M. Bruneau Jean ;

Dessinateur-calculateur principal de 1^{re} classe, avec ancienneté du 24 novembre 1943 : M. Gongora Manuel.

(Arrêtés du 20 juin 1956.)

Sont réintégrés dans leur emploi du 1^{er} mai 1956 :

M. Boulard Georges, ingénieur géomètre adjoint de 3^e classe ;

M. Patrou Jacques, adjoint du cadastre de 4^e classe ;

M. Pujol Louis, adjoint du cadastre de 4^e classe.

(Arrêtés du 20 juin 1956.)

Est reclassé pour services militaires *dessinateur-calculateur de 3^e classe*, avec ancienneté du 10 septembre 1952 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois) : M. Thibault André. (Arrêté du 22 mai 1956.)

Sont reclassés, en application du dahir du 4 décembre 1954 :

Contrôleur principal de 1^{re} classe, avec ancienneté du 26 mai 1951, et *contrôleur principal hors classe* du 26 mai 1953 : M. Baloffi Louis ;

Contrôleur principal de 2^e classe, avec ancienneté du 4 juin 1951, et *contrôleur principal de 1^{re} classe* du 4 juillet 1953 : M. Cano Antoine ;

Secrétaire de conservation hors classe, 2^e échelon, avec ancienneté du 5 octobre 1951 : M. Luccioni Jean-Jacques.

(Arrêtés et décisions des 1^{er} et 16 juin 1956.)

Est reclassé, en application du dahir du 27 décembre 1924, *ingénieur des travaux agricoles*, 1^{er} échelon du 1^{er} mai 1955, avec ancienneté du 12 février 1953 : M. Girardon Alain, ingénieur des travaux agricoles, 1^{er} échelon. (Arrêté du 24 mai 1956.)

Est reclassé, en application du dahir du 4 décembre 1954, *agent d'élevage de 3^e classe*, avec ancienneté du 18 août 1950, et de *2^e classe* du 18 août 1953 : M. Desmeliers Roland, agent d'élevage de *2^e classe*. (Arrêté du 31 mai 1956.)

Sont nommés, après concours, *agents d'élevage stagiaires* du 16 novembre 1955 : MM. Cabos Jean et Bizzari Joseph, agents sanitaires vétérinaires temporaires. (Arrêté du 14 janvier 1956.)

Sont reclassés, en application du dahir du 4 décembre 1954 : *Vétérinaire-inspecteur en chef, 3^e échelon*, avec ancienneté du 4 février 1952 : M. Lamire Édouard, vétérinaire-inspecteur en chef, *3^e échelon* ;

Contrôleur principal de l'Office chérifien interprofessionnel des céréales de 1^{re} classe, avec ancienneté du 4 novembre 1951, et *inspecteur adjoint de l'Office chérifien interprofessionnel des céréales* du 1^{er} janvier 1956, avec ancienneté du 4 août 1953 : M. Grégoire Jean, inspecteur adjoint de l'Office chérifien interprofessionnel des céréales de *2^e classe* ;

Commis principal de 2^e classe, avec ancienneté du 17 mai 1952 : M. Barbier Charles, *commis principal de 2^e classe*.

(Arrêtés des 31 mai, 18 et 22 juin 1956.)

Est nommé, après examen professionnel, *adjoint technique du génie rural de 4^e classe* du 21 décembre 1955 : M. Coromp Étienne, dessinateur qualifié. (Arrêté du 20 janvier 1956.)

* * *

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE LA MARINE MARCHANDE.

Est nommé *sous-agent public de 3^e catégorie, 8^e échelon* du 1^{er} juillet 1956 : M. Moha ben Larbi, *sous-agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon*. (Arrêté du 28 avril 1956.)

Sont nommés :

Chef-chaouch de 2^e classe du 1^{er} janvier 1956 : M. Mohamed ben Mohamed ben Ali, *chaouch de 1^{re} classe* ;

Chaouch de 3^e classe du 1^{er} mai 1956 : M. Hidara Abdelkadèr, *chaouch de 4^e classe*.

(Arrêtés des 29 mars et 15 mai 1956.)

Sont reclassés, en application du dahir du 4 décembre 1954 :

Inspecteur adjoint du commerce et de l'industrie de 3^e classe du 1^{er} janvier 1952, avec ancienneté du 6 février 1950, promu *inspecteur adjoint de 2^e classe* du 6 février 1952 et *inspecteur de 4^e classe* du 1^{er} janvier 1954 : M. Rougier Henri ;

Inspecteur adjoint de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation de 4^e classe du 1^{er} janvier 1952, avec ancienneté du 18 mars 1950, promu *inspecteur adjoint de 3^e classe* du 18 avril 1952 et *inspecteur adjoint de 2^e classe* du 18 mai 1954 : M. Duniau Robert ;

Contrôleur principal de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation de 3^e classe du 1^{er} mars 1952, avec ancienneté du 5 octobre 1951, et promu *contrôleur principal de 2^e classe* du 5 juin 1954 : M. Trumet de Fontarce Jean-Pierre ;

Contrôleur de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation de 2^e classe du 1^{er} novembre 1949, avec ancienneté du 4 mai 1948, promu *contrôleur de 1^{re} classe* du 4 juillet 1951 et *contrôleur principal de 4^e classe* du 4 mai 1954 : M. Moréno Robert ;

Commis principal de 3^e classe du 1^{er} janvier 1952, avec ancienneté du 27 octobre 1949, et promu *commis principal de 2^e classe* du 7 septembre 1952 : M. Goussot Georges ;

Dame employée de 5^e classe du 21 avril 1952, avec ancienneté du 16 mars 1952, réintégrée dans ses fonctions le 1^{er} octobre 1955, avec ancienneté du 16 mars 1953 (après un congé sans solde et une

mise en disponibilité), et promue *dame employée de 4^e classe* du 1^{er} octobre 1955, avec ancienneté du 16 septembre 1955 : M^{me} Kalache Reine.

(Arrêtés des 19 avril, 7, 9 et 19 mai 1956.)

Est titularisé et nommé *contrôleur principal du commerce et de l'industrie de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1955, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1954 : M. Fanget Edmond. (Arrêté du 28 avril 1956 modifiant l'arrêté du 8 mars 1955 et rapportant l'arrêté du 24 mai 1955.)

Sont réintégrés dans leurs fonctions :

Du 1^{er} avril 1956 : M. Lassalle Henri, *commis principal de 3^e classe*, en disponibilité ;

Du 23 avril 1956 : M. Hauvespre Michel, *commis de 3^e classe*, en disponibilité pour obligations militaires.

(Arrêtés des 15 et 19 mai 1956.)

* * *

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

Sont nommés :

Instituteur de 1^{re} classe du 1^{er} octobre 1953, avec 9 mois d'ancienneté : M. Bernard André ;

Agent public de 2^e catégorie (1^{er} échelon) du 1^{er} avril 1955 : M^{me} Lembezat Marie ;

Mouderrès stagiaires du 1^{er} octobre 1955 et *mouderrès de 6^e classe* du 1^{er} janvier 1956 : MM. Arafati Houssine, El Kadiri Abdelaziz, Bouabid Mohammed et Nabil Mohamed ;

Sont nommés :

Du 1^{er} octobre 1955 :

Professeur agrégé, 3^e échelon, avec 3 ans 2 mois 18 jours d'ancienneté : M^{me} Galand Paulette ;

Chargée d'enseignement, 1^{er} échelon, avec 8 mois 20 jours d'ancienneté : M^{me} Cazale Jeanne ;

Instituteur et institutrices de 6^e classe : M. Terral Fernand, M^{mes} Larrieu Paulette, Linares Jacqueline et Dumont Renée ;

Institutrice stagiaire : M^{me} Thomas Suzanne ;

Instituteur et institutrices stagiaires du cadre particulier : M. Abbad Mohammed et M^{lle} Josion Micheline ;

Assistants maternelles de 6^e classe : M^{mes} ou M^{lles} Gilles Paulette, Menjoulet Andrée, Richard Lucette, Lassus Annette, Massoni Claude et Hormière Janine ;

Mouderrès stagiaires : MM. El Harim Abdelalaa, Khomsi el Haddad Mohamed et Nejjar Abdeslem ;

Moniteurs de 5^e classe :

Avec 1 an 8 mois 19 jours d'ancienneté : M. Khaldoun Hassane ;

Avec 2 ans 2 mois 19 jours d'ancienneté : M. El Belghami Lahsene ;

Avec 2 ans 3 mois d'ancienneté : M. Fadlaoui M'Hamed ;

Avec 3 ans 1 mois 9 jours d'ancienneté : M. Yahiaould Hamou ;

Avec 2 ans 1 mois 15 jours d'ancienneté : M. Bouziane Azzouz ;

Moniteur stagiaire : M. Baroudi Mohammed ;

Instituteur stagiaire du cadre particulier du 3 novembre 1955 : M. Oulamine Saïd ;

Du 1^{er} janvier 1956 :

Professeur licencié, 1^{er} échelon, avec 1 an 3 mois d'ancienneté : M^{lle} Croute Danièle ;

Institutrices de 6^e classe : M^{mes} Combault Raymonde et de Lavenne de la Montoise Suzanne ;

Institutrices de 6^e classe du cadre particulier : M^{me} Sanchette Marie et M^{lle} Josion Micheline ;

Assistante maternelle de 6^e classe avec 1 an d'ancienneté :
M^{lle} Capel Claudine ;

Oustade, 2^e échelon, avec 2 ans 3 mois 5 jours d'ancienneté :
M. Chbani Moulay Abdelmalek ;

Oustade, 3^e échelon, avec 8 mois 11 jours d'ancienneté : M. Souleimani Houti Hassani ;

Oustades, 4^e échelon :

Avec 3 ans 4 mois 1 jour d'ancienneté : M. Tebaa Ahmed ;

Avec 2 ans 1 mois 20 jours d'ancienneté : M. Laaboudi Abdelouaheb ;

Avec 3 mois 21 jours d'ancienneté : M. El Allam Mohamed ;

Répétiteur surveillant de 6^e classe (cadre unique, 2^e ordre), du 1^{er} février 1956, avec 1 an 2 mois 18 jours d'ancienneté : M. Piétri Camille ;

Maitre d'éducation physique et sportive, 1^{er} échelon du 1^{er} février 1956 et reclassé au 4^e échelon de son grade à la même date, avec 1 mois 10 jours d'ancienneté : M. Rocchi Marcel ;

Inspecteur de l'enseignement primaire de 5^e classe du 1^{er} mars 1956, avec 2 ans d'ancienneté : M. Criner Roger ;

Du 1^{er} avril 1956 :

Commis stagiaire : M. Place Jean-Marie ;

Commis préstagiaires : MM. Elouatassi Benâchir, Mekiès Albert et Mezzoud Mohammed ;

Sténodactylographes de 7^e classe : M^{mes} ou M^{lles} Hernandez Josette, Guichard Odette, Lucioni Marianne, Bousquet Hélène et Guer-mouche Paulette ;

Dactylographes, 1^{er} échelon : M^{mes} ou M^{lles} Finidori Angèle, Ratia-Armengol Adèla, Hernandez Andrée, Faivre Bernadette, Escandell Marie-Louise, Albin Marcelle, Adam Camille, Budan Denise, Michel Eliane, Benitah Henriette, Lachanaud Janine, Sinthe Jeanne, Provent Suzanne, Poulénard Marie-Jeanne et Barthes Joséphine ;

Dactylographe, 1^{er} échelon, avec 10 mois 17 jours d'ancienneté : M^{me} Orlandetti Françoise ;

Dames employées de 7^e classe : M^{mes} ou M^{lles} Salphati Emma, Albalat Yvonne, Antomarchi Jeanne, Fédérici Françoise, Fumaroli Jacqueline, Dupanloup Marie-Thérèse, Neuville Georgette, Mattéi Arlette, Madani Batoul, Weyland Anne, Rouanet Rose, Pons Nicole, Palat Juliette, Labry Françoise, Belluzzi Marie-Lucie, Grobben Marcelle, Payan Henriette et Zamith Janine.

(Arrêtés des 9 décembre 1955, 19 mars, 16, 24, 27 avril, 15, 16, 25, 29 mai, 1^{er}, 3, 4, 6 et 11 juin 1956.)

Sont réintégrés et rangés :

Professeur agrégé (1^{er} échelon) du 1^{er} mai 1956, avec 2 ans 3 mois 2 jours d'ancienneté : M^{me} Hupel Suzanne ;

Instituteur de 5^e classe du 26 avril 1956, avec 1 an 11 mois 25 jours d'ancienneté : M. Béguin Ferdinand ;

Instituteur de 6^e classe du 1^{er} avril 1956, avec 1 an 1 mois 5 jours d'ancienneté : M. Serres Roland.

(Arrêtés des 25 mai, 4 et 6 juin 1956.)

Sont rangés :

Instituteur de 3^e classe du 1^{er} octobre 1953, avec 5 ans d'ancienneté, promu à la 2^e classe à la même date, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1951, et à la 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1955 : M. Clarac Jean ;

Instituteur de 6^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec 2 ans 4 mois 6 jours d'ancienneté, promu à la même date à la 5^e classe de son grade, à la 4^e classe du 1^{er} janvier 1950 et reclassé *instituteur de 4^e classe* du 14 mai 1951, avec 1 an 10 mois 16 jours d'ancienneté : M. Oustric Jean.

(Arrêtés des 15 mai et 11 juin 1956.)

Sont promus :

Instituteur (C.P.) de 4^e classe du 1^{er} février 1954 : M. Mesnard Edgar ;

Institutrice de 4^e classe du 1^{er} mars 1954 : M^{lle} Budan Suzanne ;

Instituteur (C.P.) de 2^e classe du 17 mars 1954 : M. Sanchez Roger ;

Du 1^{er} avril 1954 :

Instituteur de 1^{re} classe : M. Cancel Henri ;

Institutrice de 4^e classe : M^{me} Quiles Odette ;

Instituteur (C.P.) de 2^e classe : M. Bringuier Noël ;

Instituteur (C.P.) de 5^e classe du 15 avril 1954 : M. Jeay Pierre ;

Instituteur de 1^{re} classe du 1^{er} juin 1954 : M. Le Magny Roger ;

Instituteurs de 4^e classe du 1^{er} juillet 1954 : MM. Carlioz André et Rives Jean ;

Instituteur de 3^e classe du 1^{er} août 1954 : M. Tassin Pierre ;

Instituteur (C.P.) de 4^e classe du 1^{er} août 1954 : M. Serre Pierre ;

Institutrice de 5^e classe du 1^{er} octobre 1954 : M^{me} Martinez Adrienne ;

Instituteur de 5^e classe du 1^{er} novembre 1954 : M. Claudel Roger ;

Instituteurs de 5^e classe du 1^{er} décembre 1954 : MM. Rousseau Jean-Pierre et Simonetti Jean ;

Du 1^{er} janvier 1955 :

Instituteur de 1^{re} classe : M. Auberger Maurice ;

Instituteurs de 5^e classe : MM. Denis Jean-Noël, de Graeve Jean, Meric Jacques et Colomer Christian ;

Instituteur de 4^e classe : M. Convert Albert ;

Instituteur et institutrice de 5^e classe : M. Campello Norbert et M^{me} Logiou Renée ;

Mouderrès de 5^e classe : M. Touzani Mohamed ;

Institutrice de 4^e classe du 12 janvier 1955 : M^{me} Reynaud Anne-Marie ;

Du 1^{er} février 1955 :

Instituteurs de 5^e classe : MM. Bébin Roger et Puech René ;

Instituteurs (C.P.) de 5^e classe : MM. André Maurice, Bonnier Edouard et Lignon Roger ;

Instituteur (C.P.) de 5^e classe du 1^{er} mars 1955 : M. Diaz Antoine ;

Du 1^{er} avril 1955 :

Instituteurs de 1^{re} classe : MM. Goyheneix Pierre et Allègre Aimé ;

Instituteurs de 2^e classe : M. Navarro Mathieu et M^{me} Gerbaud Paule ;

Institutrice de 4^e classe : M^{me} Queffelec Paulette ;

Instituteur de 5^e classe : M. Rouzard Albert ;

Instituteur et institutrice (C.P.) de 4^e classe : M. Molla Vincent et M^{me} Benaïoun Esther ;

Instituteur (C.P.) de 1^{re} classe du 1^{er} mai 1955 : M. Moulay Ahmed ben Hocine ;

Instituteur de 5^e classe du 1^{er} juin 1955 : M. Soler Edouard ;

Du 1^{er} juillet 1955 :

Institutrice de 4^e classe : M^{me} Lepère Charlotte ;

Instituteurs (C.P.) :

De 3^e classe : M. Goulet Jean-Jacques ;

De 4^e classe : M. Douet Pierre ;

De 5^e classe : M. Brunet Claude ;

Du 1^{er} août 1955 :

Instituteurs :

De 2^e classe : M. Thévenot Maurice ;

De 5^e classe : MM. Burignat Roger et Magne Claude ;

Instituteurs et institutrice du cadre particulier de 5^e classe : MM. Fenet Marcel, Coudrin André, Boursier Jean et M^{me} Jugnet Paulette ;

Du 1^{er} septembre 1955 :

Instituteur de 5^e classe : M. Pagès Claude ;

Instituteur (C.P.) de 4^e classe : M. Kaouadj Abdelghani ;

Du 1^{er} octobre 1955 :

Professeur licencié, 4^e échelon : M. Fumaroli Georges ;

Instituteurs :De 1^{re} classe : M. Bertelet Georges ;De 3^e classe : M. Lefèvre Fernand ;**Instituteurs du cadre particulier :**De 3^e classe : M^{me} Vergé Pierrette ;De 4^e classe : MM. Madec Albert et Brixi Reguig Mohamed ;Du 1^{er} novembre 1955 :**Instituteur et institutrice de 4^e classe :** M. Ghilini Georges et M^{me} Deramond Simone ;**Institutrice (C.P.) de 3^e classe :** M^{me} Schellhorn Suzanne ;**Instituteur de 5^e classe du 1^{er} décembre 1955 :** M. Léandri Jean ;Du 1^{er} janvier 1956 :**Instituteur et institutrice de 2^e classe :** M. Cabanne Jean et M^{me} Dubois Jeanne ;**Instituteurs et institutrices de 3^e classe :** MM. et M^{mes} Causin Pierre, Lhermitte Roland, Petit Jeanne, Rigard Christiane, Pradal Jacqueline, Pierraggi Marie, Lefaure Louise, Hanon Odette et Cantegrel Jacqueline ;**Instituteurs et institutrices de 4^e classe :** MM. et M^{mes} Requi Pierre, Bernard Joseph, Hugonnot Régine, Bensimon Léa, Audran Isabelle, Brajon Anne-Marie, Blayo Henriette, Barnier Arlette, Miaulet Marianne, Houssin Fernande, Tabouret Jacqueline, Mogica Simone. Le Compte Ginette et Recoules Huguette ;**Instituteurs et institutrices de 5^e classe :** MM. et M^{mes} Minguet Pierre, Pradier Claude, Rouquette Guy, Ficaja Raymond, Giovachini Claude, Goumeaux Henri, Bascou Philippe, Cheikh Abderrahmane, Costa Louis, Bernardon Gabrielle, Balanger Jacqueline, Bouffard Josiane, Carrayou Colette, Chabbert Colette, Caille Odette, Bagate Solange, Charron Yvonne, Bihet Suzanne, Boucher Marie-Louise, Halgrain Huguette, Gianviti Renée, Giraudau Gisèle, Gesteau Aimée, Favre Lucienne, Delepierre Marie, Comparat Josette, Vallicioni Charlotte, Vaquier Huguette, Tinguay Maryvonne, Sévilla Pierrette, Soulié Jacqueline, Ricard Solange, Redon Geneviève, Robini Paule, Quint Micheline, Portebois Geneviève, Papin Yvette, Poirret Rose, Ottavioli Ginette, Ollitrault Marie, Nordi Huguette, Novis Jacqueline, Maufront Jeanine, Moulie Henriette, Madevat Christiane, Le-maire Marie-Antoinette et Pédevilla Renée ;**Institutrices et instituteur du cadre particulier :**De 2^e classe : M^{lle} Chocron Fortunée ;De 3^e classe : M. Elbaz Amram ;De 5^e classe : M^{mes} Boutreaux Yvonne et Obadia Fortunée ;**Assistantes maternelles :**De 3^e classe : M^{me} Guérin Sylviane ;De 4^e classe : M^{lle} Jaouen Denise et M^{me} Rossel Lucie ;De 5^e classe : M^{lle} Viaud Françoise ;**Assistante maternelle de 5^e classe du 15 janvier 1956 :** M^{me} Bousquet Madeleine ;Du 1^{er} février 1956 :**Instituteurs et institutrices :**De 3^e classe : M^{me} Héroult Mathilde ;De 4^e classe : MM. et M^{mes} Kirner Serge, Marchisio André, Schmitt Jean, Benamou Edmond, Guiraud André et Fiquet Micheline ;De 5^e classe : M. Belleret Robert, M^{me} de Butler Bernadette et Oberdorff Josette ;Du 1^{er} mars 1956 :**Instituteurs et institutrices :**De 3^e classe : M^{me} Vincent Léontine ;De 5^e classe : MM. Py Marcel, Rascalou Louis, Duranton Guy et Castaing Jean-René ;**Assistante maternelle de 3^e classe :** M^{lle} Brunot Suzanne ;Du 1^{er} avril 1956 :**Instituteurs et institutrices :**De 2^e classe : M^{mes} Delorme Emma et Chavanne Odile ;De 3^e classe : M^{lles} Lubin Juliette, Jeannin Christiane, Godart Jeanine et Paganelli Toussainte ;De 4^e classe : MM. et M^{mes} Bastien Alain, Gomis Lucien, Hujol Gabrielle, Laporte Andrée et Julieron Janine ;De 5^e classe : MM. et M^{mes} Maruejouis Gérard, Gayet Claudine, Fuchs Paulette, Peinchina Fabienne, Péjac Adrienne, Levert Jacqueline et Couillens Arlette ;**Institutrice (C.P.) de 3^e classe :** M^{me} Pittaluga Josette ;**Assistantes maternelles de 4^e classe :** M^{mes} Pelissié Simone et Orts Emilie ;Du 1^{er} mai 1956 :**Instituteurs et institutrices :**De 2^e classe : M^{me} Chesné Paulette et M. Bouassoun bep Saïd ;De 3^e classe : M^{mes} du Fayet de la Tour Elisabeth, Van den Boguerde Fernande, Nash Gisèle et M. Montousse Pierre ;De 4^e classe : M. Mogica André, M^{mes} Ivars Andrée et Sentenac Henriette ;De 5^e classe : M^{me} Tournier Colette ;**Instituteur du cadre particulier de 4^e classe du 1^{er} mai 1953 et de 3^e classe du 1^{er} mai 1956 :** M. Miri Ahmed.

(Arrêtés des 19, 23 mai, 4, 8, 11 et 25 juin 1956.)

Sont reclassés :**Professeur licencié, 1^{er} échelon du 1^{er} octobre 1954, avec 2 ans 9 mois 11 jours d'ancienneté :** M. Caramel Georges ;**Répétiteurs surveillants de 6^e classe (2^e ordre) du 1^{er} octobre 1955 :**

Avec 3 ans 3 mois d'ancienneté : M. Ibos Jean-Louis ;

Avec 2 ans d'ancienneté : M. Galeazzi Jean ;

Maîtres de travaux manuels de 6^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) du 1^{er} octobre 1955 :

Avec 11 mois 10 jours d'ancienneté : M. Mallaroni Ange ;

Avec 3 ans 10 mois 22 jours d'ancienneté : M. Laporte Lucien ;

Avec 1 an 2 mois 16 jours d'ancienneté : M. Chollet Marcel ;

Institutrice de 6^e classe du 1^{er} octobre 1950, avec 3 ans 2 mois 25 jours d'ancienneté, et promue à la 5^e classe du 1^{er} octobre 1950, avec 11 mois d'ancienneté : M^{lle} Bernatène Françoise ;**Instituteur ou institutrice de 6^e classe :**Du 1^{er} octobre 1955, avec 9 mois d'ancienneté : M^{me} Pons Luce ;Du 1^{er} avril 1955, avec 2 ans 3 mois 22 jours d'ancienneté : M. Nicoud René.

(Arrêtés des 15, 16 et 26 mai 1956.)

Sont reclassés, en application du dahir du 4 décembre 1954, du 27 juillet 1952 :**Directeur d'école normale de 1^{re} classe, avec 5 ans 10 mois 19 jours d'ancienneté :** M. Flamand Pierre ;**Professeur licencié, 8^e échelon, avec 2 ans 9 mois 4 jours d'ancienneté, et promu au 9^e échelon de la même date, avec ancienneté du 17 avril 1952 :** M. Noblet René ;**Sous-intendant, 8^e échelon, avec 10 ans 3 mois 3 jours d'ancienneté :** M. Kauffmann Pierre ;**Professeur technique adjoint, 5^e échelon, avec 3 ans 1 mois 16 jours d'ancienneté, et promu au 8^e échelon de la même date, avec ancienneté du 5 juin 1952 :** M. Derycke Robert ;**Professeur technique adjoint, 8^e échelon, avec 9 ans 4 mois 10 jours d'ancienneté :** M. Mercier Charles ;**Maître de travaux manuels (2^e catégorie), avec 1 an 11 mois 26 jours d'ancienneté, et promu à la 2^e classe du 1^{er} juin 1954 :** M. Gérard Albert ;**Instituteurs hors classe :**

Avec 2 ans 9 mois 24 jours d'ancienneté : M. Piot Lucien ;

Avec 8 ans 10 mois 23 jours d'ancienneté : M. Estève Léon ;

Avec 5 ans 10 mois 17 jours d'ancienneté : M. Laharotte Jean ;

Avec 1 an 7 mois 25 jours d'ancienneté : M. Patrouix Philippe ;

Avec 8 ans 9 mois 2 jours d'ancienneté : M. Husser Daniel ;

Instituteurs :

De 1^{re} classe, avec 2 ans 5 mois 13 jours d'ancienneté : M. Courtines Marc ;

De 2^e classe, avec 2 ans 11 mois 15 jours d'ancienneté, promu à la 1^{re} classe du 6 novembre 1952, nommé *chargé d'enseignement* (6^e échelon) du 1^{er} octobre 1953 et promu au 7^e échelon du 13 décembre 1954 : M. Boisselot Adolphe ;

De 2^e classe, avec 2 ans 10 mois 22 jours d'ancienneté, promu à la 1^{re} classe du 1^{er} septembre 1952, nommé *adjoint d'inspection de 2^e classe* du 1^{er} octobre 1952, avec ancienneté du 29 avril 1949, et promu à la 1^{re} classe du 1^{er} octobre 1952 : M. Leclercq René ;

De 2^e classe, avec 3 ans 7 mois 8 jours d'ancienneté, et promu à la 1^{re} classe à la même date, avec ancienneté du 13 décembre 1951 : M. Deschamps Albert ;

De 2^e classe, avec 4 ans 8 mois 5 jours d'ancienneté, et promu à la 1^{re} classe du 16 novembre 1952 : M. Dezelus Robert ;

De 2^e classe, avec 1 an 8 mois 25 jours d'ancienneté, et promu à la 1^{re} classe du 1^{er} mars 1955 : M. Adnot Maurice ;

De 3^e classe, avec 3 ans 8 mois 5 jours d'ancienneté, promu à la 2^e classe du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 16 novembre 1951, et à la 1^{re} classe du 1^{er} décembre 1954 : M. Martin Alban ;

De 3^e classe, avec 3 ans 4 mois 8 jours d'ancienneté, et promu à la 2^e classe du 1^{er} septembre 1952 : M. Ranvier Jean ;

De 5^e classe, avec 9 mois 29 jours d'ancienneté, et promu à la 4^e classe du 1^{er} janvier 1955 : M. Paquier Henri ;

De 5^e classe, avec 1 an 3 mois 8 jours d'ancienneté, et promu à la 4^e classe du 1^{er} novembre 1954 : M. Lamarque André ;

Maître de travaux manuels de 4^e classe (cadre normal, 1^{re} catégorie) du 1^{er} octobre 1952, avec 10 mois 16 jours d'ancienneté, et promu à la 3^e classe du 1^{er} mars 1955 : M. Mespoulède Guy ;

Dessinateur principal de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1953, avec 1 an 2 mois 10 jours d'ancienneté : M. Desroziers Jbël ;

Instituteur du cadre particulier de 5^e classe du 1^{er} janvier 1955, avec 1 an 6 mois 23 jours d'ancienneté : M. Tribout Albert ;

Directeur régional d'instituteurs de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1953, avec 4 mois 11 jours d'ancienneté : M. Terrier Edgar.

(Arrêtés des 15, 16, 25, 26 mai et 4 juin 1956.)

Service de l'enseignement supérieur islamique.

Sont nommés :

Professeur du 1^{er} cycle de 2^e classe du 9 janvier 1956 : M. Mohamed ben Abdel Hadi ben Mohamed el Menouni ;

Professeur du 1^{er} cycle de 1^{re} classe du 1^{er} mai 1956 : M. Ahmed ben Abdeslam Smihi.

(Arrêtés des 16 avril et 31 mai 1956.)

Admission à la retraite.

Sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite et rayés des cadres du ministère de l'intérieur :

Du 1^{er} juillet 1956 : M. Vacher Henri, commis principal de classe exceptionnelle (indice 240) ;

Du 1^{er} août 1956 : M. Aïtelhocine Belaid, chef de bureau de 2^e classe des services extérieurs ;

Du 1^{er} novembre 1956 : M^{me} Ravigue Alice, commis principal de 1^{re} classe.

(Arrêtés des 19, 23 mai et 4 juin 1956.)

M. Coste Arthur, ingénieur géomètre principal de classe exceptionnelle, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du ministère de l'agriculture et des forêts du 1^{er} juillet 1956. (Arrêté du 1^{er} juin 1956.)

M. Tessier, secrétaire de conservation foncière de 1^{re} classe, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du ministère de l'agriculture et des forêts du 1^{er} août 1956. (Arrêté du 28 mai 1956.)

Sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite et rayés des cadres de la direction générale de la sûreté nationale du 1^{er} avril 1956 : MM. Benrehhou Ali et Ziane Khalifa, inspecteurs de police de 1^{re} classe, 1^{er} échelon. (Arrêtés du 17 mars 1956.)

M. Guette Fernand, ouvrier qualifié relieur à l'Imprimerie officielle, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} août 1956. (Arrêté du 31 mai 1956.)

Résultats de concours et d'examens.**Examen professionnel des inspecteurs adjoints stagiaires de la taxe sur les transactions.**

(Session des 13, 14 et 15 juin 1956.)

Candidats admis (ordre de mérite) : MM. Siboni Adolphe et Pressurot Gilbert.

AVIS ET COMMUNICATIONS**Avis aux importateurs.**

Les crédits suivants sont mis en répartition au titre de l'accord conclu avec l'Italie.

Cloches de chapeaux en feutre de poils et de laine et en paille, chapeaux en feutre de poils et de laine et en paille	15.943.313 liras
Chaussures de luxe	10.628.875 —

Les crédits seront distribués en deux tranches égales.

Les demandes d'importation, établies sur papier libre, séparément pour chaque produit, devront être déposées ou parvenir au ministère du commerce, de l'artisanat, du tourisme et de la marine marchande (service des industries de transformation), à Rabat, avant le 20 juillet 1956.

Elles devront être accompagnées des références d'importation (déclarations de mise à la consommation) du pays considéré pendant les années 1953, 1954 et 1955.

Une part sera réservée aux nouveaux importateurs.

Les intéressés seront avisés par lettre individuelle de la quote-part qui aura pu leur être réservée sur ces contingents et devront déposer leur demande d'autorisation d'importation dans la forme habituelle, dans les délais qui leur seront indiqués.

Accord commercial avec les Pays-Bas signé à Paris le 28 mai 1956.

Un accord commercial avec les Pays-Bas a été paraphé à Paris le 28 mai 1956.

Cet accord est conclu pour une année qui a commencé à courir du 1^{er} avril 1956.

Les deux gouvernements conviennent, sauf cas exceptionnel, de n'admettre aucune opération de compensation privée entre le Maroc et les Pays-Bas.

Exportations de produits de la zone franc vers les Pays-Bas.

Parmi les contingents figurant à la liste « A 1 » de l'accord, les produits suivants sont susceptibles d'intéresser les exportateurs du Maroc :

Extrait de la liste « A 1 ».

PRODUITS	CONTINGENTS de la zone franc en millions de francs ou en quantités
Fleurs coupées	42
Cuir de veaux tannés et corroyés	170.000 pieds carrés.
Bois contreplaqué	187
Brosses, pinceaux	15

Importations au Maroc de produits néerlandais.

Les contingents d'importation ouverts au Maroc pour la période du 1^{er} avril 1956 au 31 mars 1957 sont les suivants :

PRODUITS	CONTINGENTS du Maroc en quantités ou en millions de francs	MINISTÈRES responsables
Bovins reproducteurs	375 têtes + S.B. (37,5).	Agriculture et forêts.
Harengs fumés	P.M.	Commerce, artisanat, tourisme et marine marchande.
Lait concentré	C.G.	id.
Poudre de lait	C.G.	id.
Lait médical	C.G.	id.
Beurre	C.G.	id.
Fromage	C.G.	id.
Lait au chocolat	2	id.
Oignons à fleurs	50 T + S.B. (15)	Agriculture et forêts.
Produits de pépinières	S.B.	id.
Fleurs coupées	6	id.
Produits horticoles divers ...	S.B.	id.
Pois et haricots de semence.	130 T (13)	id.
Pommes et poires	S.B.	Commerce, artisanat, tourisme et marine marchande.
Thé mélangé	S.B.	id.
Céréales de semence	S.B.	Agriculture et forêts.
Amidon de maïs et de froment	P.M.	Production indus. et mines.
Fécule de pommes de terre.	400 T (26)	id.
Gluten de froment	5 T (0,7)	Agriculture et forêts.
Graines diverses	30 T (7)	id.
Rotin lavé et trié	S.B.	Commerce, artisanat, tourisme et marine marchande.
Charcuterie et conserves de viande	50 + S.B.	id.
Sucre en pains	330	id.
Glucose	C.G.	id.

PRODUITS	CONTINGENTS du Maroc en quantités ou en millions de francs	MINISTÈRES responsables
Confiserie, y compris gomme à mâcher	2	Commerce, artisanat, tourisme et marine marchande.
Produits de cacao	1	id.
Biscuits, pains d'épices, pâtisserie industrielle	2 T (0,8)	id.
Légumes conservés	25	id.
Produits alimentaires divers.	3	id.
Bière	550 Hl (5,5)	id.
Spiritueux	2	Agriculture et forêts.
Tabacs	S.B.	Commerce, artisanat, tourisme et marine marchande.
Cigares, cigarettes, tabacs préparés	75	id.
Sables de verrerie	6.000 T (6)	Production indus. et des mines.
Goudrons et bitumes	14	id.
Charbons actifs	C.G.	id.
Huile de créosote	200 T (4,8)	id.
Lithopone	C.G.	id.
Blanc de zinc	C.G.	id.
Beurre de cacao	15 + S.B.	Commerce, artisanat, tourisme et marine marchande.
Dextrine et dérivés de la féculé de pommes de terre.	250 T (17)	Production indus. et des mines.
Insecticides	C.G.	id.
Produits chimiques divers ..	C.G.	id.
Produits pharmaceutiques divers	C.G.	id.
Peintures, émaux, vernis	C.G.	id.
Huiles et graisses lubrifiantes.	35 T + S.B. (3,5)	id.
Rubans élastiques	3	Commerce, artisanat, tourisme et marine marchande.
Cuir à semelles et autres cuir pour la cordonnerie et pour l'industrie de la chaussure	S.B.	id.
Courroies de transmission ..	S.B. (a)	id.
Meubles en bois	6	Agriculture et forêts.
Meubles en rotin	8	Commerce, artisanat, tourisme et marine marchande.
Éléments de menuiserie préfabriqués en bois	10 + S.B.	Agriculture et forêts.
Éléments de stores vénitiens.	12	Production indus. et des mines.
Papiers et cartons de toutes sortes	C.G.	Commerce, artisanat, tourisme et marine marchande.
Fils de rayonne	C.G.	id.
Ficelle lieuse de sisal	S.B.	Agriculture et forêts.
Cordages armés	10	Commerce, artisanat, tourisme et marine marchande.
Cotonnades imprimées	C.G.	id.
Tissus de lin et tissus mixtes.	3	id.
Toiles préparées pour la peinture	1	id.
Filets de pêche et fils pour la fabrication des filets de pêche	10	id.
Chaussures	5	id.

PRODUITS	CONTINGENTS du Maroc en quantités ou en millions de francs	MINISTÈRES responsables
Treillage céramique	S.B.	Commerce, artisanat, tourisme et marine marchande.
Faïence ornementale, carreaux de revêtement, gobeletterie	C.G. (b) P.M. (c)	id.
Faïence sanitaire	20	id.
Fonte hématite	8	Production indus. et des mines.
Pots à lait	S.B.	Commerce, artisanat, tourisme et marine marchande.
Quincaillerie et tréfilerie ...	C.G.	id.
Produits métalliques à usage domestique et articles de ménage étamés, émaillés, galvanisés, etc.	C.G.	id.
Produits métalliques et demi-produits métalliques divers, y compris serrures et cadenas	C.G.	id.
Articles d'éclairage	15	id.
Cuisinières et réchauds à combustibles liquides et à gaz	6	id.
Faisceaux de radiateurs	S.B.	Production indus. et des mines.
Moteurs marins et fixes, et pièces détachées	6 + S.B.	Commerce, artisanat, tourisme et marine marchande.
Matériel pour l'industrie de la construction	S.B.	Production indus. et des mines.
Machines agricoles et horticoles et pièces détachées, charrettes, trellers remorques	25	Agriculture et forêts.
Matériel pour boulangerie et industries alimentaires, matériel pour laiteries, pièces détachées	5	Commerce, artisanat, tourisme et marine marchande.
Machines pour charcuterie ..	2	id.
Caractères et matériel d'imprimerie	S.B.	id.
Machines pour l'industrie textile	S.B.	id.
Aiguilles de machines à coudre	S.B.	id.
Forets en acier rapide	S.B.	id.
Balances automatiques et balances industrielles	S.B.	id.
Machines et articles de bureau	15	id.
Matériel d'équipement	S.B.	id.
Matériel mécanique et industriel divers et pièces détachées	30	1 : Production indus. et des mines 29 : Commerce, artisanat, tourisme et marine marchande.
Tubes isolants	23	Commerce, artisanat, tourisme et marine marchande.
Fils et câbles électriques, fils émaillés	S.B.	id.
Tubes fluorescents	8	id.

PRODUITS	CONTINGENTS du Maroc en quantités ou en millions de francs	MINISTÈRES responsables
Postes de T.S.F. et pièces détachées	45	Commerce, artisanat, tourisme et marine marchande.
Instruments et appareils électromédicaux	28	Santé.
Appareils électrodomestiques.	35	Commerce, artisanat, tourisme et marine marchande.
Installations frigorifiques industrielles	S.B.	id.
Matériel électrique et appareils électriques divers	135	id.
Véhicules automobiles (d) ..	136	id.
Pièces de rechange pour autos.	25	id.
Instruments scientifiques, y compris instruments de mesure et d'optique	6	id.
Brosserie, pinceaux, brosses à goudronner	S.B.	Production indus. et des mines.
Divers	343	Commerce, artisanat, tourisme et marine marchande.
TOTAL	1.645,8	

(a) Sauf pour les articles sous contingent global.

(b) Carreaux de revêtement.

(c) Autres articles.

(d) Uniquement pour l'importation de voitures automobiles américaines assemblées aux Pays-Bas.

Nota. — 1° Les licences demandées pour l'importation des produits repris à la présente liste et en regard desquels figure la mention « S.B. » pourront être délivrées par imputation sur les crédits du poste « Divers ».

2° Les valeurs figurant entre parenthèses à la suite des contingents fixés en quantités ne sont qu'estimatives. Sur ces postes, les licences seront donc émises dans la limite des quantités ci-dessus indiquées.